

Rapport de la

TREIZIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

Manille, Philippines, 5-13 août 1976



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Etats Membres de la FAO pour la région Asie et Extrême-Orient (au 13 août 1976)

Bangladesh	Japon	Pakistan
Birmanie	Kampuchea démocratique	Papouasie Nouvelle-Guinée
Chine	Lao	Philippines
Corée, République de	Malaisie	Sri Lanka
Fidji	Maldives	Thaïlande
Inde	Mongolie	Viet Nam, République
Indonésie	Népal	socialiste du

Etats Membres de la FAO dans la région du Pacifique du sud-ouest (au 13 août 1976)

Australie	Fidji	Nouvelle-Zélande
Etats-Unis d'Amérique	France	Papouasie Nouvelle-Guinée
		Royaume-Uni

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient

Première	—	Bangalore, Inde, 27 juillet - 5 août 1953
Deuxième	—	Kandy, Ceylan, 20-25 juin 1955
Troisième	—	Bandung, Indonésie, 8-18 octobre 1956
Quatrième	—	Tokyo, Japon, 6-16 octobre 1958
Cinquième	—	Saigon, Viet-Nam, 21-30 novembre 1960
Sixième	—	Kuala-Lumpur, Malaisie, 15-29 septembre 1962
Septième	—	Manille, Philippines, 7-21 novembre 1964
Huitième	—	Séoul, Corée, 15-24 septembre 1966
Neuvième	—	Bangkok, Thaïlande, 4-15 novembre 1968
Dixième	—	Canberra, Australie, 27 août - 8 septembre 1970
Onzième	—	New Delhi, Inde, 17-27 octobre 1972
Douzième	—	Tokyo, Japon, 17-27 septembre 1974
Treizième	—	Manille, Philippines, 5-13 août 1976

RAPPORT
DE LA
TREIZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT
Manille (Philippines), 5-13 août 1976

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 1976

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
DECLARATION DE MANILLE	
RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS	
A. Résolutions	
B. Recommandations	
INTRODUCTION	1-16
RESUME DES EXPOSES NATIONAUX	17-63
RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE	64-65
Planification de la promotion des petits exploitants en tant qu'élément constitutif des plans de développement nationaux	66-73
Intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations	74-84
La forêt et le développement communautaire local	85-99
Mesures visant à améliorer la fourniture, la distribution et l'utilisation des facteurs de production agricole	100-118
Amélioration de la commercialisation et du crédit pour la promotion des petits exploitants	119-123
Programme mixte FAO/CESAP	124-129
Mise en oeuvre du programme prioritaire de la FAO dans la région	130-138
ORIENTATION DES ACTIVITES FUTURES DE LA FAO DANS LA REGION	139-145
CONCLUSIONS DE LA SESSION	
Adoption de la Déclaration de Manille	146
Adoption des résolutions	147-148
Proposition visant à modifier le titre de la Conférence	149-151
Date et lieu de la quatorzième Conférence régionale	152
Autres questions - Représentation régionale auprès du GCPAI et du GCRIA	153-155
Clôture de la Conférence	156-164
<u>ANNEXES</u>	
A - Ordre du jour	
B - Liste des participants	
C - Liste des documents	
D - Allocution prononcée par Monsieur Edouard Saouma, Directeur général	
E - Allocution prononcée par le Président du Conseil de la FAO	

- F - Allocution prononcée par Monsieur D.L. Umali, Sous-Directeur général,
Représentant régional pour l'Asie et l'Extrême-Orient
- G - Résumé de l'allocution prononcée par le Secrétaire exécutif de la
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
- H - Résumé de l'allocution prononcée par le Directeur exécutif du
Programme alimentaire mondial
- I - Résumé de l'allocution prononcée par le Directeur exécutif du
Conseil mondial de l'alimentation
- J - Rapport du Comité technique

DECLARATION DE MANILLE SUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, 1976

Nous, les Etats Membres d'Asie et du Pacifique, réunis à Manille à l'occasion de la treizième Conférence régionale, représentant deux milliards et quart d'hommes, soit plus de la moitié de l'humanité, constatons avec une profonde inquiétude qu'en dépit des décisions adoptées par la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974 et des efforts déployés par de nombreux pays en développement, l'action entreprise sur le plan international pour relever la production alimentaire procède avec une lenteur désespérante. Nous, ici réunis, nous préoccuons en outre gravement du fait que les conséquences de cet état de choses frapperont le plus durement les multitudes de l'Asie, terre de faim et de misère généralisées. Conscients du fait que la montée de la faim, de la malnutrition et du chômage dans de nombreux pays en développement de la région aura des effets désastreux sur le monde entier, nous adoptons par les présentes la Déclaration de Manille sur l'alimentation et l'agriculture:

1) NOUS affirmons et admettons que notre développement agricole devra résulter en grande partie de nos propres efforts et que nous devons compter sur nous-mêmes. Nous reconnaissons que, dans nos pays respectifs, il est indispensable d'accorder au secteur de l'alimentation et de l'agriculture une place primordiale correspondant à sa fonction essentielle dans nos économies.

Nous reconnaissons également que le petit exploitant est le pilier de l'agriculture dans nos pays et qu'il faut lui confier un rôle capital dans le processus de développement. Nous reconnaissons l'impérieuse nécessité de briser les entraves du passé, en éliminant les contraintes techniques, économiques et structurelles qui se conjuguent actuellement pour empêcher nos peuples, et singulièrement nos petits exploitants, d'accroître la production agricole et d'améliorer leur niveau de vie. Nous notons avec regret la faiblesse de la productivité agricole, l'inadaptation des institutions agraires et le manque de personnel qualifié dans nombre des pays de la région, et nous invitons donc instamment les Etats Membres, individuellement et collectivement, à redoubler d'efforts pour remédier à ces carences et arracher ainsi les populations rurales à leur condition.

2) NOUS affirmons en même temps que nos initiatives doivent être complétées par une action appropriée de la communauté internationale en vue de supprimer les contraintes externes qui freinent nos propres efforts de développement. C'est pourquoi nous invitons toutes les nations à se joindre à nous pour instaurer un nouvel ordre économique international dans un esprit de compréhension mutuelle et sur un pied d'égalité, dans l'intérêt des pays en développement.

3) NOUS affirmons que l'instabilité et le caractère peu rémunérateur des cours mondiaux des produits agricoles primaires constituent un autre obstacle majeur au développement agricole de la plupart des Etats Membres asiatiques. C'est pourquoi nous demandons qu'une action internationale soit immédiatement entreprise dans le cadre des Nations Unies pour stabiliser les cours mondiaux de ces produits à des niveaux suffisamment rémunérateurs, conformément à la résolution adoptée en la matière par le CNUCED IV.

4) NOUS demandons également à la FAO et à toutes les autres institutions internationales qui s'occupent de recherche agronomique de soutenir davantage les recherches entreprises par les Etats Membres sur le plan national et régional. Nous leur demandons aussi de mettre leurs moyens au service de thèmes et de méthodes de recherche qui soient mieux adaptés à la situation et aux problèmes des pays de la région.

5) NOUS sommes convaincus que, s'il est vrai que la plupart des Etats Membres asiatiques sont capables de développer leurs propres programmes de crédit interne de manière à atteindre les petits exploitants, un effort accru et persistant de financement du développement et d'investissement dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture des pays en développement reste une nécessité impérieuse. C'est pourquoi nous invitons les pays développés, l'OPEP et tous nos Etats Membres à créer finalement et à rendre opérationnel le Fonds international de développement agricole. S'ajoutant aux ressources financières consacrées au développement agricole par les autres institutions de financement internationales et

régionales, ce fonds aidera à accélérer nos propres efforts de développement. A cet effet, nous nous félicitons de toutes les initiatives qui permettront d'accroître la masse totale des ressources financières affectées à la production alimentaire et au développement agricole.

6) NOUS soulignons, étant donné que la planification et la production agricoles continuent à être affectées par les aléas météorologiques, générateurs de famine et de pénuries alimentaires brutales, la nécessité absolue d'assurer la sécurité alimentaire mondiale jusqu'au moment où nous aurons atteint l'autosuffisance et constitué des stocks nationaux adéquats. C'est pourquoi nous invitons tous les Etats Membres à donner leur appui au programme de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale. Nous notons avec regret que l'objectif de dix millions de tonnes fixé pour l'aide alimentaire par la Conférence mondiale de l'alimentation il y a deux ans n'a pas encore été atteint. Nous sommes aussi profondément déçus par l'indifférence quasi totale qui a accueilli l'appel lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies pour la constitution d'une réserve de crise d'un demi-million de tonnes de céréales. Quelles que soient les raisons de ces échecs, il est évident que ce sont les peuples asiatiques qui en souffriront le plus. C'est pourquoi nous invitons instamment les nations nanties à réaliser ces objectifs en matière d'aide alimentaire et de réserves de crise.

7) NOUS ici réunis, décidons d'appuyer la nouvelle direction et les nouvelles initiatives de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Nous attendons avec impatience la mise en oeuvre du programme de coopération technique de la FAO. Nous souscrivons également à la nouvelle orientation de la FAO dans le sens d'une décentralisation vers les pays.

EN CONSEQUENCE,

NOUS, Etats Membres de la FAO de la région de l'Asie et du Pacifique, profondément conscients de nos problèmes communs et unis dans notre détermination de supprimer les contraintes internes et d'éliminer la faim et la misère dans notre région, nous engageons par les présentes à redoubler d'efforts pour mobiliser nos vastes ressources humaines et naturelles et exhortons les nations développées et le reste de la communauté internationale à supprimer les obstacles externes qui s'opposent à la pleine réalisation de nos potentialités.

NOUS invitons donc toutes les nations à se joindre à nous, dans une association véritable, pour extirper la faim et la misère dans le monde et nous adoptons solennellement à cette fin la présente Déclaration de Manille de 1976 sur l'alimentation et l'agriculture.

RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

A. RESOLUTIONS

RESOLUTION 1/76: INTEGRATION CULTURE/ELEVAGE/PISCICULTURE DANS LES PETITES EXPLOITATIONS

La Conférence régionale

Reconnaissant la prédominance du système de production fondé sur la petite exploitation familiale et la main-d'oeuvre agricole sans terre dans les pays de la région;

Rappelant l'accent mis par la douzième Conférence régionale de la FAO sur les programmes de promotion des petits exploitants et l'importance que les gouvernements des Etats Membres attachent à la solution des problèmes de ces catégories de producteurs agricoles à faibles revenus;

Considérant l'importance de l'élevage et de la pêche dans la région et le rôle que ces activités pourraient jouer pour étendre les possibilités de revenu des petits producteurs par intégration de l'élevage, de la pêche et de la pisciculture à la production végétale;

Décide de

- a) recommander que les activités de la FAO dans la région soient conçues de manière à compléter l'effort de développement des Etats Membres et à répondre aux demandes des pays en développement, par des solutions qui permettront d'améliorer valablement et concrètement la situation alimentaire des populations nécessiteuses, et sous réserve de cette condition primordiale;
- b) recommander au Directeur général de la FAO d'accorder une plus grande attention et de consacrer des ressources accrues à l'élaboration de programmes appropriés d'intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations, dans l'intérêt des petits exploitants et des pêcheurs artisanaux à faible revenu; de faire procéder à des études pour mettre au point des techniques appropriées et peu coûteuses, des systèmes agronomiques plus efficaces et des services vétérinaires adaptés aux modes de production des petits exploitants; de donner la priorité à la recherche d'une méthode de production autonome, reposant sur l'amélioration du cheptel autochtone, le recours à la sélection et à l'insémination artificielle et l'utilisation de produits indigènes - par exemple les sous-produits agricoles et les déchets industriels et animaux - pour l'alimentation du bétail; enfin, d'intensifier dans la région le programme d'échange d'informations concernant les techniques peu coûteuses et les méthodes améliorées d'intégration culture/élevage/pisciculture;
- c) inviter les gouvernements des Etats Membres à encourager les institutions nationales à donner priorité aux programmes d'intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations et les associer auxdits programmes en tant qu'élément cardinal du plan de développement, et centrer la recherche sur les problèmes des petits exploitants et des pêcheurs artisanaux en vue de mettre au point des systèmes d'intégration culture/élevage/pisciculture hautement efficaces dans leurs pays respectifs.

RESOLUTION 2/76: LA FORET ET LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

La Conférence régionale

Reconnaissant l'importance des forêts pour la région en tant que ressource renouvelable essentielle à la satisfaction des diverses nécessités quotidiennes de la population;

Consciente du fait que les forêts et les arbres contribuent à assurer la stabilité et la fertilité des sols ainsi qu'à prévenir leur érosion et leur dégradation;

Reconnaissant que les forêts contribuent à régulariser le régime hydrologique et à protéger les sources d'eau donc à assurer l'approvisionnement régulier en eau propre;

Considérant que les forêts et les industries forestières procurent aux populations rurales un surcroît de revenu et d'emploi;

Reconnaissant le rôle des forêts pour la conservation de la faune sauvage et les loisirs de plein air;

Consciente de la contribution des forêts au développement agricole et à la production animale;

Décide de recommander que:

- a) la FAO aide à populariser dans la région la foresterie de ferme et de communauté, dans le cadre général de sa politique régionale et compte tenu des adaptations que nécessiteront les besoins de chaque pays;

- b) la FAO prenne éventuellement l'initiative d'appuyer et de coordonner dans la région des activités susceptibles de favoriser le développement de la foresterie de communauté:
(i) foresterie à des fins sociales et aménagement des bassins versants; (ii) amélioration des revenus et bien-être des villages forestiers et pratiquant la foresterie de communauté/ferme; (iii) sylviculture et essences forestières tropicales; (iv) introduction d'essences à croissance rapide; (v) utilisation des espèces secondaires et des bois d'oeuvre de petites dimensions; (vi) formation régionale en cours d'emploi dans diverses disciplines forestières; (vii) marchés des bois d'oeuvre et commercialisation; (viii) échange d'informations sur les problèmes forestiers;
- c) la FAO, dans la région, envisage de fournir une aide en matière de planification et de développement des ressources forestières, axée spécialement sur le développement communautaire;
- d) les Etats Membres et la FAO accordent une plus grande attention aux problèmes relatifs à la protection des forêts;
- e) les Etats Membres accordent plus d'attention à la foresterie de communauté et à la foresterie de bassins versants et intègrent comme il convient des programmes de développement forestier aux programmes de développement communautaire local.

RESOLUTION 3/76: SEMENCES DE VARIETES A HAUT RENDEMENT

La Conférence régionale

Reconnaissant l'importance des semences des variétés à haut rendement pour l'accroissement de la production alimentaire et agricole;

Considérant que, les mêmes sol, eau et autres intrants, l'utilisation de semences de bonne qualité de variétés à haut rendement permet de multiplier plusieurs fois la production;

Consciente du fait que les pays en développement de la région ont des difficultés à assurer, sur leurs seules ressources, l'infrastructure institutionnelle et autre nécessaire à la multiplication de semences de qualité;

Décide de demander à la FAO de renforcer son Programme pour le développement de l'industrie des semences, de manière à attirer des ressources supplémentaires et pouvoir ainsi aider les pays à produire, multiplier, traiter et certifier des semences de haute qualité;

Décide en outre de demander à la FAO de faire des démarches auprès du Fonds international de développement agricole (FIDA) et autres institutions financières pour qu'ils aident en priorité les pays à développer leurs industries semencières.

B. RECOMMANDATIONS

I. Planification de la promotion des petits exploitants, partie intégrante des plans de développement nationaux

- a) Associer le petit exploitant au processus de planification et de développement et apporter les modifications nécessaires à la structure agraire;
- b) Mettre au service du petit exploitant des institutions viables en modifiant les priorités, en élaborant des programmes spécialement conçus, dotés des ressources nécessaires, et en formant les agriculteurs et les agents de vulgarisation;
- c) Aider à mettre au point des techniques appropriées permettant d'utiliser au mieux les ressources locales et aider à organiser des groupes d'agriculteurs et des institutions agricoles au niveau des coopératives et des conseils de village et au niveau inférieur;
- d) Diffuser l'expérience acquise par les différents pays dans le domaine de la planification du développement au niveau de la petite exploitation.

II. Intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations

- a) Former des "paravétérinaires" au niveau du terrain et de nouveaux types d'agents de vulgarisation capables de travailler sur place avec les agriculteurs et de s'occuper de tous les aspects des systèmes agricoles;
- b) Préparer des monographies sur l'intégration de la transformation et de la commercialisation de la production végétale, animale et piscicole en vue de formuler des orientations types applicables à des zones agro-climatiques et socio-économiques déterminées;
- c) Renforcer les institutions nationales pour développer les compétences en matière d'aquaculture et la formation à différents niveaux, spécialement à l'échelon de l'exploitation.

III. La foresterie au service du développement communautaire

- a) Promouvoir l'utilisation des terres dans les zones de collines moyennant une planification rationnelle de l'utilisation des terres, englobant la foresterie et l'arboriculture;
- b) Organiser convenablement les travailleurs forestiers, qui proviennent en grande partie des zones rurales, et les former au travail en forêt pour accroître l'efficacité;
- c) Développer ultérieurement l'agro-sylviculture et rechercher les méthodes les plus appropriées pour produire des aliments et du bois sans perturber l'écologie;
- d) Adopter des mesures appropriées pour empêcher la dégradation accélérée des forêts par les coupes illicites et les déprédations des ravageurs et des maladies.

IV. Mesures propres à améliorer la fourniture, la distribution et l'utilisation des moyens de production agricoles

- a) Mettre au point des variétés qui aient un rendement stable, même avec des soins réduits, et qui soient mieux adaptables aux milieux défavorables, et développer en priorité l'industrie des semences;
- b) Diffuser les techniques d'utilisation des engrais jusqu'au niveau du petit exploitant, en mettant l'accent sur l'utilisation accrue des sources locales d'éléments fertilisants;
- c) Promouvoir et soutenir la recherche de méthodes de lutte intégrée contre les ravageurs (notamment lutte biologique, lutte écologique et utilisation de plantes résistantes);
- d) Elaborer des systèmes de mise en garde contre les attaques des ravageurs et des maladies;
- e) Introduire des formes appropriées de mécanisation dans les systèmes agricoles;
- f) Donner une formation à l'utilisation rationnelle des moyens de production, spécialement "au ras du sol";
- g) Surveiller et prévoir l'offre et la demande régionales d'engrais et de pesticides et développer la coopération entre les pays en vue d'améliorer les disponibilités en moyens de production; et
- h) Encourager les investissements et le transfert des techniques en faveur de l'industrie des moyens de production.

V. Amélioration de la commercialisation et du crédit pour la promotion des petits exploitants

- a) Promouvoir la conclusion de contrats de commercialisation entre les petits producteurs et les organismes de commercialisation en gros ou les industries de transformation;
- b) Echanger des informations sur les systèmes coordonnés et intégrés de commercialisation des produits agricoles et confronter les expériences dans ce domaine;
- c) Renforcer les institutions de crédit agricole et réserver une certaine partie des crédits aux petits exploitants;
- d) Former à tous les niveaux des cadres particulièrement ouverts aux problèmes du développement.

VI. Programme FAO/CESAP

- a) Il faudrait éviter le chevauchement des activités, le CESAP s'occupant des aspects économiques et sociaux de l'agriculture et la FAO de ses aspects agro-techniques;
- b) la FAO et la CESAP devraient procéder à un examen ultérieur des mesures propres à éviter les doubles emplois et définir les activités à entreprendre par chacun de ces deux organismes en tenant compte de leur mandat et de leur compétence.

VII. Mise en oeuvre du programme prioritaire de la FAO dans la région

- a) L'état d'avancement du programme devrait être examiné et les organismes techniques régionaux devraient être chargés d'évaluer les projets régionaux;
- b) Il faudrait établir un lien organique entre la Conférence régionale et les organismes techniques régionaux;
- c) Il faudrait rendre les organismes techniques régionaux autonomes, sur le plan du fonctionnement et du financement, pour donner à leur action une orientation plus concrète;
- d) Le Bureau régional ou le bureau dans le pays devrait donner suite aux rapports établis à l'issue des enquêtes.

VIII. Orientation des activités futures de la FAO dans la région

L'action future de la FAO devrait rester axée sur le relèvement de la productivité et l'amélioration des revenus des petits exploitants. La région devrait recevoir une proportion accrue des fonds d'investissement.

Les domaines d'action prioritaires suivants ont été identifiés;

- a) Promouvoir des politiques et programmes intégrés de sécurité alimentaire et de nutrition et réduire les pertes avant et après la récolte;
- b) Promouvoir la participation active des petits exploitants au développement socio-économique, en mettant particulièrement l'accent sur la productivité agricole;
- c) Développer l'agriculture pluviale, en mettant spécialement l'accent sur des assolements appropriés et sur l'aménagement des sols;
- d) Promouvoir le développement de l'élevage par l'intermédiaire de programmes de coopération entre pays;

- e) Promouvoir le développement des pêches par l'intermédiaire de programmes de coopération, en mettant l'accent sur l'aquaculture;
- f) Planifier le développement des forêts et des industries forestières et conserver et aménager les forêts, y compris la faune sauvage;
- g) Promouvoir la diversification de la production agricole et l'harmonisation du commerce intrarégional des produits agricoles et agro-industriels;
- h) Aménager les ressources hydrauliques au niveau de l'exploitation et développer la lutte contre l'engorgement et la salinité des sols;
- i) Planifier le développement agricole.

IX. Questions finales

- a) Il faudrait renvoyer aux organes directeurs compétents de la FAO la proposition tendant à modifier l'appellation de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui deviendrait la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique et, partant, à modifier aussi le nom du Bureau régional pour l'Asie et l'Extrême-Orient, qui deviendrait le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique (RAP)
- b) La représentation de la Birmanie et de l'Indonésie au GCPAI a été confirmée, et l'Inde et les Philippines ont été élues au GCRAI pour une période de deux ans, jusqu'à la fin de l'année civile 1978.
- c) Pour que la Conférence régionale remplisse plus efficacement sa fonction, il est indispensable que ses recommandations soient mises à exécution; et
- d) Il faudrait organiser au Bureau régional une réunion des représentants de la FAO dans les pays de la région pour établir un lien entre les programmes par pays et les programmes régionaux.

INTRODUCTION

1. La treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'est tenue à Manille (Philippines), du 5 au 13 août 1976. Etaient représentés à la Conférence les gouvernements des Etats Membres ci-après: Australie, Bangladesh, Birmanie, République populaire de Chine, Fidji, France, Inde, Indonésie, Japon, Corée, République démocratique populaire du Lao, Malaisie, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Etats-Unis d'Amérique et République socialiste du Viet Nam.
2. Le Groupe des Nations Unies était représenté par onze organisations. Deux Etats membres de la FAO n'appartenant pas à la Région et huit organisations non gouvernementales avaient envoyé des observateurs.
3. La Conférence s'est déroulée en deux temps: une réunion du Comité technique (Comité plénier) du 5 au 7 août, et une session plénière du 9 au 13 août. La Plénière a examiné le rapport du Comité technique ainsi que les questions de caractère politique portant sur l'alimentation et l'agriculture dans la région.
4. La liste des participants figure à l'annexe B au présent rapport; celle des documents à l'annexe C.
5. La cérémonie inaugurale de la Conférence s'est déroulée le 9 août. Le Directeur général de la FAO a ouvert la séance, souhaité la bienvenue aux délégués, observateurs et invités à la Conférence et exprimé sa gratitude pour l'hospitalité offerte par le peuple et le gouvernement des Philippines. Il a ensuite invité son Excellence le Président Ferdinand E. Marcos à inaugurer la Conférence.
6. Le Président a souhaité la bienvenue aux délégués et déclaré que le peuple philippin partageait l'intérêt porté par la Conférence aux petits agriculteurs. Toute une série de faits nouveaux, a fait observer le Président, a modifié la façon dont l'Asie perçoit le problème alimentaire. La situation actuelle de l'alimentation constitue le problème le plus grave pour l'humanité, un problème qui passe avant tous les autres. La forte croissance démographique menace d'aggraver le déficit alimentaire. C'est en Asie que le problème se pose avec le plus d'acuité - et le plus d'ampleur - car ce continent abrite 54 pour cent de la population mondiale. En 1985, la moitié du déficit alimentaire mondial concernera l'Asie.
7. La communauté internationale s'est mise au travail pour résoudre ce problème, mais on ne sait pas encore si les efforts déployés seront à la hauteur de la crise, a poursuivi l'orateur. Pourtant, il existe en Asie une formidable conjonction de ressources qui pourrait fournir une base solide à un accroissement de la productivité agricole. Ce n'est pas l'intervention d'autres nations ni les importations qui permettront de renverser la situation, a déclaré le Président. Cette faculté appartient rigoureusement aux peuples d'Asie et à leurs gouvernements respectifs. Chaque statistique sur les millions d'affamés que compte l'Asie est un acte d'accusation contre les gouvernements et les sociétés asiatiques incapables d'assumer leur pleine autonomie.
8. Mais aujourd'hui - a-t-il ajouté - il existe un ferment sous l'action duquel les nations asiatiques sont en train d'acquiescer la capacité de relever le défi. Grâce à lui, la volonté politique qui sous-tend les programmes nationaux s'est raffermie. De nouveaux marchés s'ouvrent à mesure que disparaissent les économies de plantations. Certains pays s'orientent vers le non-alignement, inaugurant par là une nouvelle phase dans les relations économiques internationales. La lutte principale du tiers monde c'est la guerre à la faiblesse et à l'aliénation économique.
9. Les pays d'Asie procèdent actuellement à des réformes sociales. La réforme agraire fait partie intégrante de l'effort de production alimentaire. Partout, elle a renforcé la stabilité des sociétés agraires.

10. Le déficit alimentaire en Asie est le résultat d'une production de riz insuffisante. La technologie du riz a progressé à pas de géant mais les besoins restent importants et il faudrait notamment des organisations capables de soutenir et de contrôler l'introduction des nouvelles techniques.

11. Le Président a cité quelques percées techniques récentes concernant la mise au point de variétés de blé au Mexique, l'arachide au Nigeria, la culture du thé à Sri Lanka, l'amélioration du rendement des chèvres laitières au Népal, le riz aux Philippines, montrant ce qui peut être accompli dans les pays en développement. Il est désormais impératif d'entreprendre des programmes peu coûteux pour diffuser les technologies et coordonner la recherche entre les pays d'Asie.

12. Les Philippines ont trouvé un encouragement dans les réformes et les nouveaux programmes lancés par le Directeur général, M. Saouma et se félicitent de la création du Fonds international de développement agricole. De la réunion que le Groupe de la Banque mondiale va tenir prochainement à Manille sortiront peut-être des mesures concrètes destinées à soutenir la production alimentaire. Le Président a conclu en disant que la Conférence devait se fixer pour objectif de voir l'humanité entière libérée de la faim, de la maladie et de la malnutrition.

13. Les délégués ont ensuite élu à l'unanimité le chef de la délégation philippine. M. Arturo R. Tanco Jr, Secrétaire à l'agriculture, à la présidence de la treizième Conférence régionale de la FAO. Les ministres présents, représentant le Bangladesh, la Birmanie, l'Inde, la Malaisie, le Népal, le Pakistan et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ont été à l'unanimité élus vice-présidents.

14. L'ordre du jour proposé à la Conférence a été adopté à l'unanimité. Il est reproduit en Annexe A.

15. Le Directeur général s'est ensuite adressé à la Conférence. Le texte complet de son allocution figure à l'annexe D.

16. Puis la Conférence a entendu des allocutions prononcées par le Secrétaire exécutif de la CESAP, le Président indépendant du Conseil de la FAO, les représentants du Programme alimentaire mondial et du Conseil mondial de l'alimentation, ainsi que par le Représentant régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient. Les allocutions du Président indépendant du Conseil de la FAO et du Représentant régional figurent in extenso en annexes E et F respectivement. Les annexes G, H et I contiennent des extraits des allocutions prononcées par les représentants de la CESAP, du PAM et du CMA.

RESUME DES EXPOSES NATIONAUX

17. Les délégués des pays ci-après ont présenté des exposés nationaux:

Australie	Lao (République démocratique populaire)
Bangladesh	Malaisie
Birmanie	République populaire de Mongolie
Chine (République populaire de)	Népal
Fidji	Nouvelle-Zélande
Indonésie	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Japon	Philippines
Corée (République de)	Sri Lanka
	Thaïlande
	Viet Nam (République socialiste du)

Le cadre régional

18. Les exposés nationaux ont mis en lumière deux tendances sous-jacentes: l'une traduit un sentiment de soulagement mesuré, provenant d'une part de la récolte relativement satisfaisante due à de bonnes moussons et d'autre part de la fin des hostilités étendues en Indochine. L'autre tendance reflète un malaise persistant qui tient aux variations brutales des conditions atmosphériques, à l'incapacité de reconstituer des stocks de réserve suffisants, aux graves fluctuations des marchés mondiaux, à l'inflation et à la probabilité d'ultérieures hausses de prix qui toucheront certains facteurs essentiels à la production agricole et en grande partie importés de l'extérieur.

19. La délégation des Philippines a résumé les préoccupations de la Conférence en faisant observer que le problème alimentaire se pose en Asie où les populations atteignent de fortes densités de concentration, où le revenu par habitant est le plus bas et où la pauvreté est largement répandue. L'Asie cependant a la capacité et les ressources nécessaires pour nourrir sa population. S'adressant pour la première fois à la Conférence régionale, la Chine a observé que les pays avaient intensifié leur coopération dans le domaine de l'agriculture en vue de résoudre le problème alimentaire.

20. L'Inde, le Japon, le Pakistan, Sri Lanka et la Thaïlande ont signalé que la pression démographique monte alors que les possibilités de la région de défricher de nouvelles terres sont en train de s'épuiser. Les coûts auxquels devrait faire face la communauté internationale pour riposter augmentent à une vitesse vertigineuse et les moyens financiers sont limités. On note toutefois des initiatives encourageantes telles que la création du Fonds international de développement agricole et les mesures prises par le nouveau Directeur général de la FAO pour favoriser des activités décentralisées plutôt que des projets essentiellement concentrés à Rome.

21. L'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines ont fait part de leur inquiétude concernant les graves fluctuations des marchés mondiaux. L'Australie a fait savoir que les exportateurs de viande de boeuf, de produits laitiers et de fruits se trouvaient dans une situation extrêmement difficile. En 1975, les Philippines ont vu leur production de noix de coco augmenter de 62 pour cent mais les prix ont baissé de 63 pour cent. Selon la Nouvelle-Zélande, la chute des prix de la viande de boeuf et de la laine en 1974 a été la plus forte jamais enregistrée. Une étude a révélé que les exploitants sont devenus méfiants.

Réalisations

22. Sur ce rideau de fond, un certain nombre de pays ont fait état de progrès tant dans la formulation des politiques que dans la mise en oeuvre des programmes en matière d'alimentation et d'agriculture.

23. Dans le cadre de son programme d'irrigation, le Bangladesh avait construit, en 1976, 37 000 puits instantanés. Son programme de développement rural intégré fonctionne maintenant dans 50 pour cent des thanas, ou districts, du pays.

24. La Birmanie a signalé que le barrage du nord Nawin était achevé. Une superficie très importante va ainsi pouvoir bénéficier de l'irrigation. La Chine indique que, grâce aux politiques mises en oeuvre depuis 1949, elle mis sur pied une agriculture autonome. Depuis 14 ans les récoltes ont été bonnes et le peuple chinois a aujourd'hui suffisamment à manger.

25. L'Inde a révélé qu'elle avait porté ses réserves de céréales à 17 millions de tonnes, mais au prix d'un effort financier considérable. L'Indonésie signale que la superficie couverte par son programme de conduite des masses ou 'Bimas', qui fournit un ensemble de services ainsi que des intrants à des prix subventionnés, est passée de 3,2 millions d'hectares en 1973 à 4,1 millions d'hectares en 1974.

26. Le Japon reste fortement tributaire des importations pour la satisfaction de ses besoins alimentaires. En 1975, ces importations ont totalisé 9 200 millions de dollars E.-U., ce qui représente 10 pour cent des échanges mondiaux de produits agricoles. L'année dernière, l'aide officielle du Japon au développement, et qui va en partie à l'agriculture, est passée de 510 millions de dollars en 1971 à 1 150 millions de dollars.

27. Malgré la récession économique de 1974, la Corée a augmenté sa production alimentaire qui est passée de 5,4 millions de tonnes en 1962 à 8,1 millions en 1975. La production d'engrais a augmenté elle aussi ce qui permettra à la Corée d'exporter 100 000 tonnes d'éléments fertilisants sur les 375 000 tonnes qu'elle fabriquera cette année.

28. Le troisième plan de la Malaisie alloue 26,5 pour cent du budget à l'agriculture. Cette allocation constitue la plus grosse part de ses finances et représente une augmentation de 95,8 pour cent par rapport au plan précédent. La Mongolie pour sa part signale que le volume annuel total moyen de la production agricole a augmenté de 26,7 pour cent par rapport à la précédente période quinquennale.

29. Le Népal indique que sa production céréalière a progressé de 3,36 pour cent l'année dernière. La Papouasie-Nouvelle-Guinée signale la mise en place de services de vulgarisation destinés à protéger sa toute récente industrie du riz. Elle a également mis au point trois projets concernant le palmier à huile. Au Pakistan, les allocations de crédit à l'agriculture ont septuplé depuis 1971, entraînant sur une période de cinq ans une augmentation de 200 pour cent de la production de riz, de 44 pour cent pour le blé et de 28 pour cent pour le maïs. Il a également institué un système de "carnet de banque" qui permet aux petits exploitants d'accéder au crédit. La Nouvelle-Zélande a étendu ses exportations en y englobant des produits forestiers et des biens manufacturés.

30. En Thaïlande, la production agricole agrégée a augmenté de 6,6 pour cent ces deux dernières années. Les exportations de produits ont totalisé 2 426 millions de dollars, soit une diminution de 3,4 pour cent par rapport à 1974.

31. Le Viet Nam et le Lao d'autre part signalent qu'il s'attellent maintenant à la tâche de reconstituer une agriculture endommagée par la guerre. Le Viet Nam se concentrera sur trois points: culture intensive, diversification et expansion des terres arables. Le Lao reconstruit les digues et a réalisé des progrès considérables en encourageant les doubles récoltes de riz et l'extension des terres cultivées. Il a institué des fermes d'Etat et des collectifs.

Les contraintes

32. Etudiant diverses manières de résoudre le problème de la faim et de la malnutrition, les Etats Membres se sont penchés sur certaines des contraintes qui pèsent sur l'agriculture. Celles-ci vont des coûts élevés de l'énergie aux politiques inadéquates en passant par l'inefficacité de la mise en oeuvre, le manque d'accès aux marchés mondiaux et les dommages de guerre.

33. L'Inde, la Birmanie, et le Népal ont mentionné l'absence de fonds d'investissement et les coûts accrus de l'énergie et des intrants à base de pétrole tels que les engrais chimiques et les pesticides. Le Bangladesh note l'instabilité de la production alimentaire, imputable aux crues récurrentes et à l'absence de maîtrise des eaux.

34. Fidji et la Malaisie ont signalé que la pénurie de personnel agricole qualifié pose un problème permanent. Elle se fait particulièrement sentir dans le domaine de la recherche agronomique, qui est spécifique de la situation géographique.

35. Le Japon a constaté que l'irrigation est gravement absente dans la région. L'agriculture asiatique est à 80 pour cent environ tributaire des précipitations. Une augmentation substantielle de la productivité dans ce secteur est déterminante pour le développement général de l'agriculture. La Nouvelle-Zélande rapporte que des sécheresses périodiques dessèchent ses pâturages. On n'a pas encore trouvé de solution satisfaisante pour stimuler une production agricole en stagnation sans toutefois rouvrir la porte à l'inflation.

36. Le Lao signale les dégâts étendus provoqués par les ravageurs du riz et par les maladies du bétail. A cela s'ajoutent la sécheresse et la perspective d'inondations, pour la fin de l'année. Le Lao a rendu hommage au Directeur général et au Bureau régional pour leur prompt intervention dans la lutte contre les ravageurs du riz. L'agriculture sur brûlis reste une menace sérieuse.

37. Selon la Thaïlande la forte expansion démographique, la lenteur du transfert des technologies, l'insuffisance de terres et la faible productivité représentent quelques-unes des contraintes. Le Viet Nam considère la monoculture largement tributaire des caprices du temps, comme un problème majeur. Ce problème a été aggravé par les dommages provoqués par la guerre.

38. Le Pakistan souligne que le manque de participation à la planification de la part du petit exploitant constitue un sérieux goulet d'étranglement. Trop de plans sont imposés d'en haut et cela empêche les ressources de parvenir effectivement aux petits exploitants.

39. A ces contraintes, il faut ajouter celles d'ordre extérieur, comme le rappellent l'Australie, la Chine, les Philippines, le Pakistan et la Nouvelle-Zélande.

40. La plupart des nations en développement ont vu la progression de leur production réduite à zéro par de brutales fluctuations des prix, ainsi que l'ont dit les Philippines. C'est pourquoi elles ont demandé, à la réunion de la CNUCED, que soit créé un fonds commun pour la régularisation des prix à des niveaux raisonnablement profitables.

41. En tant que producteur de denrées alimentaires bon marché, la Nouvelle-Zélande affirme qu'elle ne sera pas en mesure de déployer convenablement ses ressources tant qu'elle n'aura pas accès à des conditions raisonnables aux marchés mondiaux. L'Australie note que le revenu agricole réel pour 1976/77 atteindra 65 pour cent à peine de la moyenne correspondant à la période triennale 1970-1973. Les négociations commerciales internationales - GATT, négociations multilatérales par exemple - doivent tenir compte de cette tendance à la baisse.

42. Selon la Chine et le Pakistan, ces problèmes doivent trouver leur solution dans l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

Les petits exploitants

43. Après avoir analysé les contraintes, les délégations ont examiné les besoins et les problèmes des hommes qui doivent produire les produits alimentaires, c'est-à-dire les petits exploitants, les pêcheurs artisanaux et les travailleurs sans terres d'Asie.

44. Les exposés ont fait ressortir que la Conférence ne voyait pas ces secteurs comme un problème, mais comme une ressource pour le développement.

45. Selon la Malaisie, tout espoir d'augmenter la production alimentaire et d'engendrer la prospérité repose sur la réussite des efforts déployés pour briser la pauvreté cyclique qui ligote le petit cultivateur. Le Pakistan souligne que le petit exploitant est véritablement le personnage clé de l'augmentation de la production agricole et alimentaire.

46. Pour l'Australie, le moment est venu d'évaluer de façon systématique si les ressources sont convenablement appliquées aux petits exploitants d'Asie. Le Bangladesh demande que soit porté un intérêt égal aux pêcheurs artisanaux et aux tisserands.

47. L'Indonésie souligne qu'elle suit une stratégie agricole axée sur le petit cultivateur. Le Népal accorde la priorité à l'organisation au ras du sol. Enfin, la Mongolie insiste sur le rôle que les coopératives peuvent jouer pour aider les petits exploitants.

Les approches

48. 80 pour cent approximativement de l'ensemble des superficies consacrées à la production alimentaire en Asie sont cultivés par les petits exploitants, catégorie qui englobe plus de 400 millions de personnes. Il ne saurait y avoir de stratégie efficace de développement qui ne passe par eux, comme l'a souligné la Malaisie. Pour le Pakistan, il est possible de mobiliser les petits agriculteurs moyennant des changements de structure ou des réformes agraires. Les stratégies de développement agricole doivent s'appuyer sur la vaste catégorie des petits agriculteurs si l'on veut que les bienfaits du développement atteignent toutes les couches de la population. De fait, la Malaisie mentionne qu'elle a identifié ses groupes déshérités, à savoir les planteurs de paddy, les petits planteurs de caoutchouc, les petits agriculteurs et pêcheurs, enfin les travailleurs agricoles.

49. Un certain nombre de pays - comme l'Inde, l'Indonésie, la Chine, la Corée, le Népal et les Philippines ont d'ores et déjà conçu et adopté des approches qui pourraient servir de cadre à la mise en valeur des petites exploitations et au développement rural.

50. Comme l'ont rappelé les Philippines, les techniques à grande échelle et à fort coefficient de capital empruntées aux pays développés doivent être reconsidérées au profit des techniques indigènes, de niveau moyen et mieux adaptées, mises au point en fonction des ressources, des besoins et des capacités de production des pays. La Chine souligne que les systèmes économiques et sociaux varient selon les pays, de même que les conditions offertes au développement agricole. Chaque pays doit choisir sa propre voie, celle qui est la mieux adaptée à son contexte.

51. Les Etats Membres ont approuvé les propositions techniques visant à atteindre les petits exploitants. L'Indonésie, Fidji, le Pakistan et la Papouasie-Nouvelle-Guinée par exemple ont accueilli avec satisfaction les mesures envisagées pour intégrer culture/élevage/pisciculture au niveau de l'exploitation et fournir les moyens techniques nécessaires pour réaliser l'expansion de la production alimentaire et le développement rural par l'intermédiaire des petits exploitants et des pêcheurs. Le Bangladesh et l'Inde ont spécialement insisté sur le développement de l'aquaculture.

52. Le Bangladesh, la Chine et le Japon soulignent que les propositions concernant la promotion des petits exploitants ne peuvent satisfaire efficacement les besoins des ruraux pauvres que dans le cadre du développement rural intégré.

53. Tous les pays reconnaissent que la misère, la faim et la sous-nutrition constituent encore le défi principal auquel se heurte la région. Ces problèmes ne pourront être résolus que par la volonté politique et l'autosuffisance, associées à un soutien mutuel. L'Indonésie a fait observer que l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) agit dans ce sens.

54. Cela suppose une réorientation des actuels schémas hérités du colonialisme, à savoir une agriculture reposant sur les exportations de matières premières agricoles, et une option en faveur de l'accroissement de la production alimentaire et d'une plus grande autonomie, ainsi que l'ont rappelé le Pakistan et le Viet Nam.

55. Pour augmenter l'autonomie alimentaire, ainsi que pour assurer la mise en valeur des exploitations, il faut des facteurs de production agricole. Fidji, les Philippines et le Népal insistent sur le fait que le coût des manufacturés importés doivent inciter les pays à mettre spécialement l'accent sur l'emploi des matières organiques et des intrants indigènes d'une part, sur le recyclage des ressources et des résidus d'autre part, afin de satisfaire leurs besoins en nutriments végétaux et animaux et en ressources énergétiques. L'Inde a vivement insisté pour que la FAO crée, à titre de suivi, des centres de recherche et de développement en vue de promouvoir des techniques de production agricole/animale/piscicole basées sur le principe du recyclage, et a offert des installations pour la création d'un centre en Inde. Une autre proposition a été formulée concernant la constitution de stocks de semences améliorées.

56. Il conviendrait de consolider les efforts accomplis par les pays pour accroître la production alimentaire moyennant une meilleure utilisation des terres, la diversification des cultures, la conservation de l'eau et l'utilisation de la main-d'oeuvre. C'est un point sur lequel le Bangladesh a insisté. Des dispositions pourraient également être prises au plan international pour diminuer les pertes potentielles et réelles causées par le mauvais temps, les attaques d'insectes et de ravageurs, etc. Quelques délégations demandent de manière pressante que soit renforcé et étendu le Système mondial d'information et d'alerte précoce, en même temps que pourraient être envisagés des sous-systèmes régionaux d'appui. Le renforcement des systèmes de sécurité alimentaire est considéré comme une nécessité pressante.

57. La volonté politique et l'autonomie des nations seront considérablement raffermies si les sources nationales et internationales d'investissement tels que le Fonds international de développement agricole (FIDA) intensifient leur effort en faveur de l'agriculture.

Les Philippines ont déclaré que le fonds initial de 1 milliard de dollars prévu pour le FIDA devait être considéré comme une semence qui engendrerait des ressources supplémentaires.

58. Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont évoqué les besoins particuliers des pays du Pacifique du sud-ouest. Si l'on veut englober ces pays dans les organismes régionaux asiatiques, il faudra que les titres de ces organismes et de leur conférence régionale en tiennent compte. Les stratégies de développement, les ressources, les potentialités et les besoins de ces Etats insulaires et isolés par la mer, tout comme ceux des pays privés d'accès à la mer comme le Népal, diffèrent de ceux de l'Asie surpeuplée.

Capacité des Nations Unies

59. Un certain nombre de délégations se sont interrogées sur la capacité du Système des Nations Unies à réagir à la crise alimentaire.

60. Pour l'Inde, nombre de questions importantes et plans d'action dressés durant la Conférence mondiale de l'alimentation en 1974 en sont encore au stade de la discussion. Dans l'ensemble, les progrès en matière de politiques d'aide alimentaire ont été tristement lents et nettement insuffisants, ainsi que l'affirme le Pakistan, avant l'élection du nouveau Directeur général, la FAO courait le risque de devenir une association vouée aux parlotes, engourdie dans sa léthargie.

61. Sri Lanka fait observer que l'approche traditionnelle de la FAO, consistant à fournir une assistance technique sous forme d'experts, a besoin d'être revue. Même dans le cas où il est utile et indiqué de recourir au savoir des experts, les coûts impliqués dépassent les limites du raisonnable. La politique future doit faire davantage appel aux experts et aux institutions disponibles dans la région.

62. Les délégations approuvent les nouvelles politiques annoncées par le Directeur général et visant à accroître la capacité de service de la FAO. Et plus particulièrement: le Programme de coopération technique, la formation novatrice au niveau des villages et au ras du sol, l'utilisation accrue des institutions nationales et la décentralisation. Plusieurs délégations, entre autres, la Malaisie, le Lao, le Népal et Sri Lanka, expriment l'espoir que la FAO continuera de renforcer sa capacité régionale et son efficacité au service des Etats Membres.

63. Un certain nombre d'Etats Membres ont soulevé le problème du chevauchement potentiel et réel des programmes de la FAO et de la CESAP dans le domaine de l'agriculture. L'Australie a mis la Conférence en garde contre les surcharges qui sont des gaspillages et a souligné que les doubles emplois et les chevauchements sont effectivement préoccupants. Fidji admet que lorsque les ressources sont maigres, il convient de ne pas les disperser de cette manière. L'Indonésie suggère que ce problème pourrait être résolu dans le cadre d'une rencontre des directeurs des deux institutions intéressées.

RAPPORT DU COMITÉ TECHNIQUE

64. La Conférence a examiné le rapport du Comité technique, lequel a traité des points ci-après de l'ordre du jour:

- Planification de la promotion des petits exploitants, en tant qu'élément constitutif des plans de développement nationaux;
- Intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations;
- La forêt et le développement communautaire local;
- Mesures visant à améliorer la fourniture, la distribution et l'utilisation des facteurs de production agricole;
- Amélioration de la commercialisation et du crédit pour la promotion des petits exploitants;
- Programme FAO/CESAP;
- Mise en oeuvre des programmes prioritaires de la FAO dans la région - rapport du Sous-Directeur général/Représentant régional (y inclus les rapports des organes techniques régionaux de la FAO).

65. Le rapport du Comité technique, tel qu'amendé et adopté par la Conférence, est reproduit ci-dessous (par. 66 à 138). On trouvera en annexe J une note sur les Actes du Comité technique.

Planification de la promotion des petits exploitants en tant qu'élément constitutif des plans de développement nationaux (FERC/76/2)

66. La Conférence souligne que la promotion des petits exploitants doit constituer un objectif important des plans et programmes nationaux à mettre en oeuvre dans de nombreux pays. Il est indispensable d'inclure dans ces programmes des projets au niveau du petit exploitant. On lui donnerait ainsi la possibilité de participer activement au processus de planification. Les agriculteurs doivent être associés à l'exécution des programmes en question. De nombreux cas de participation des petits exploitants aux programmes de développement ont été cités.

67. Il a été souligné que les programmes en faveur des petits exploitants doivent refléter leurs besoins. Il faut faire une place à l'initiative locale, à la coopération et prévoir la mobilisation des ressources locales si l'on veut que ce type de programmes devienne un jour autosuffisant et susceptibles d'être reproduit.

68. La Conférence préconise donc la constitution d'organisations viables des petits exploitants; pour cela, les pays devront:

- A. Déplacer les priorités de manière à favoriser les petits exploitants.
- B. Elaborer, de concert avec cette catégorie des programmes spécialement conçus et dotés des ressources nécessaires.
- C. Apprendre aux agriculteurs et aux agents de vulgarisation à élaborer et à exécuter des programmes de développement appropriés.

69. Pour associer pleinement le petit exploitant au processus de planification et de développement, des modifications des structures agraires seront nécessaires dans la plupart des pays de la région. Etant donné toutefois que les conditions varient de pays à pays, chaque gouvernement est instamment invité à adopter les principes et les politiques les mieux adaptés à leur contexte, de manière à garantir un relèvement de la productivité des petites exploitations.

70. Les mécanismes permettant d'organiser des groupes et associations de petits exploitants au niveau des coopératives et des conseils de village et au niveau inférieur, doivent être soit créés, soit ultérieurement améliorés selon le cas. S'il s'agit de petits groupes, comprenant par exemple de 15 à 20 exploitants, il faudra en organiser un grand nombre.

71. La nécessité de former les organisateurs et d'appuyer de tels groupes a été soulignée. On réalisera de nouvelles études opérationnelles en vue de la création de ce type d'institutions.

72. Un développement équilibré par les petits exploitants doit procéder d'une approche intégrée. C'est là une notion plus large que celle de développement agricole. A cet égard, on souligne l'importance que revêt la création rapide du Centre de développement rural intégré, pour laquelle le travail préliminaire a déjà commencé.

73. On a étudié les directions dans lesquelles la FAO pourrait apporter aux pays de la région une aide en matière de planification de la promotion des petits exploitants. Elle pourrait notamment faire suite aux demandes des pays, et pour cela:

- A. Diffuser l'expérience acquise par les différents pays grâce aux études conduites par les institutions nationales;
- B. Fournir des avis sur les méthodes à suivre pour organiser des groupes et associations d'agriculteurs au niveau des coopératives et des conseils de village et au niveau inférieur;
- C. Encourager la recherche et la formation au niveau du terrain et l'échange d'experts entre les pays.
- D. Aider à mettre au point des techniques adaptées permettant aux petits exploitants d'utiliser au mieux les ressources locales.

Intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations (FERC/76/3)

74. Les systèmes d'exploitation intégrant culture, élevage et pisciculture n'ont rien de nouveau en Asie, mais les petites entreprises associant l'élevage et la pisciculture se trouvaient reléguées au bas de l'échelle des priorités.

75. La Conférence de la FAO à sa dix-huitième session (1975) et la onzième Conférence régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient (1974) ont demandé que ce type d'exploitation soit revivifié et réorienté. L'une et l'autre ont recommandé aux Etats Membres d'élaborer des programmes d'action visant à intégrer l'élevage et la pisciculture à la culture.

76. La FAO s'est activement employée à promouvoir cette intégration au niveau des petites exploitations. Elle a réuni, à Bangkok, du 31 mai au 5 juin 1976, un groupe d'experts des programmes de production animale à l'intention des petits exploitants et des ouvriers agricoles sans terre. Cette approche a également été soulignée lors de la première session de la Commission régionale de la production et de la santé animales, tenue en juin 1976. A ces deux réunions, des programmes de portée nationale et régionale prévoyant des mesures de mise en oeuvre immédiate ont été établis.

77. Suivant une croyance commune, les petites exploitations ne sont pas économiquement viables, elles sont incapables d'attirer les investissements et ne permettent pas d'économies d'échelle. Dans leur approche au développement rural zonal ou intégré, les pays de la région intensifient leurs efforts pour renforcer l'intégration tant verticale qu'horizontale des services et facteurs de production nécessaires aux familles d'agriculteurs. Les mécanismes de fourniture de services au secteur rural semblent s'être perfectionnés avec le temps, mais les mécanismes de réception doivent être améliorés si l'on veut réussir à toucher effectivement les petits exploitants.

78. Dans bien des pays, les planificateurs et les techniciens chargés de développer l'élevage et la pêche sont esclaves de la théorie économique du marché et les programmes établis jusqu'ici répondent avant tout à la demande urbaine. La formation professionnelle qu'ont reçue les techniciens de nombreux pays en développement est essentiellement adaptée à une technologie de production commerciale et à fort coefficient de capital.

79. La Conférence a examiné les divers problèmes liés aux systèmes intégrés culture/élevage/pisciculture. Il a été reconnu que l'intégration de l'élevage et de la pisciculture dans le

système d'exploitation est un moyen très efficace d'aider les petits cultivateurs (ou pisciculteurs), souvent sous-occupés, à améliorer leurs revenus.

80. La Conférence note par ailleurs que certaines mesures politiques inappropriées ont fait échouer par le passé les efforts déployés pour aider les petits exploitants, et notamment: application de technologies empruntées, convenant mieux à la production commerciale ou en grand et génératrices d'un état de dépendance vis-à-vis des pays industriels; insuffisance de l'information; manque de savoir-faire pour l'exploitation des ressources locales; incapacité d'améliorer et d'utiliser pleinement les techniques indigènes et les facteurs de production existant sur place; problèmes de régime foncier; absence de mécanismes convenables pour assurer les services de soutien dans les villages; défaut de diversification là où elle aurait été nécessaire; enfin, absence d'une utilisation systématique des ressources humaines, principale forme de capital.

81. L'attention a toutefois été appelée sur le fait que l'utilisation des pesticides indispensable à l'amélioration des rendements est incompatible avec la pisciculture. Dans certains cas, il vaudrait mieux spécialiser l'exploitation que l'intégrer.

82. Si certains pays de la région se préoccupent convenablement de l'élevage et de l'aviculture, la réunion a reconnu que les animaux de ferme indigènes - tels que buffles, chèvres, canards et oies - n'avaient pas jusqu'ici reçu dans les programmes la place qu'ils méritent, alors qu'ils sont un élément constitutif de l'avoir des familles rurales.

83. La Conférence félicite la FAO d'avoir porté au niveau et à l'attention de la Conférence régionale les problèmes de l'intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations. Elle souscrit pleinement aux lignes d'action proposés dans le document FERC/76/3. En outre, elle exhorte la FAO à entreprendre immédiatement, en coopération avec les institutions de financement intéressées, la mise en oeuvre des programmes ci-après:

A. Elaboration de systèmes d'exploitation appropriés, dosant rationnellement technologie moderne et techniques indigènes;

B. Amélioration génétique, introduction/mise au point ou sélection locale des divers types de gros bétail, d'oiseaux de basse-cour et de poissons,

C. Recherche des moyens simples et efficaces d'améliorer l'état vétérinaire des petites exploitations. Cela inclut la formation, au niveau du terrain, de "paravétérinaire" capables d'associer les méthodes modernes et les méthodes traditionnelles de traitement et d'exploitation du cheptel;

D. Recherche des moyens qui permettraient de remplacer les aliments concentrés du bétail par les fourrages verts, les sous-produits de l'exploitation agricole, l'amélioration des semences pour la production fourragère, et l'utilisation des déchets.

E. Concentration du soutien institutionnel sur l'amélioration des mécanismes de "réception" de l'assistance par les petits exploitants.

F. Formation d'un nouveau type de vulgarisateurs, capables de couvrir tous les aspects des systèmes d'exploitation proposés ci-dessus;

G. Exécution d'études par pays, centrées sur l'intégration du traitement et de la commercialisation des produits provenant de la culture, de l'élevage et de la pisciculture, afin de formuler des orientations types applicables à des zones agroclimatiques et socio-économiques déterminées.

H. La FAO devra concentrer ses efforts sur la réunion et la diffusion d'informations concernant les pratiques culturelles efficaces.

84. En ce qui concerne l'intégration de la pisciculture avec la culture et l'élevage, l'échange d'expériences entre les Etats Membres, en particulier ceux de l'Asie des moussons, a été recommandé. La Conférence préconise également un effort de formation à différents niveaux, notamment au niveau de l'exploitation, et le renforcement des institutions nationales afin de développer les connaissances spécialisées en aquaculture.

La forêt et le développement communautaire local (FERC /76/4 et FERC/76/INF/6)

85. Le problème a été exposé dans sa diversité et son ampleur et les aspects suivants ont été signalés: i) pression croissante de la population et recul de la forêt; ii) grave érosion du sol, inondations et glissements de terrain consécutifs à la destruction du couvert forestier; iii) pénurie de bois de feu et de bois d'oeuvre; iv) déperdition d'une ressource renouvelable qui pourrait fournir des emplois et des revenus supplémentaires aux collectivités rurales; v) désertification et vi) progression incessante de l'agriculture de subsistance.

86. La Conférence constate avec inquiétude que, dans certains cas, l'épuisement des forêts nuit au développement agricole.

87. La culture itinérante (ou essartage) est un problème de première grandeur. Plus de 110 millions d'hectares de terres forestières sont exposés à l'agriculture sur brûlis.

88. Cette situation exige que les pratiques forestières soient modifiées de manière à répondre, si possible, aux besoins des collectivités rurales, dont la compréhension et la bonne volonté sont indispensables pour protéger la forêt.

89. Le rôle de la forêt dans le développement communautaire est pleinement perçu. Mais, eu égard à l'ampleur du problème, les mesures prises pour corriger la situation restent insuffisantes. Le développement forestier dans la région appelle donc un surcroît d'attention.

90. On s'est accordé sur la nécessité d'intensifier le boisement des terrains suivants: exploitations familiales, terres communales, terres domaniales et terres appartenant aux agriculteurs, selon le cas. Il faudrait également intensifier le développement forestier de bassins versants et bassins hydrographiques bien délimités et couvrir ces superficies dans les plus brefs délais moyennant de bons plans d'aménagement des bassins versants.

91. C'est à l'Etat qu'incombe au premier chef la responsabilité d'une bonne utilisation des terres dans les bassins versants, les bassins hydrographiques et autres terres domaniales. Pour ce qui est de la conservation et de la multiplication des arbres sur les terrains privés, il est indispensable que les propriétaires se sentent motivés et concernés.

92. Les mesures destinées à mettre la forêt au service du développement communautaire diffèrent selon les pays ou selon les situations à l'intérieur d'un pays donné. On peut en citer quelques-unes, comme suit: a) fermes forestières; b) intégration de cultures forestières avec la production de cultures vivrières, de fourrages et de poisson; c) création de villages forestiers pour la réalisation des programmes de boisement; d) plantations de bois de feu; e) taungya, tumpangsari ou agrosylviculture; f) développement des infrastructures en zones forestières; g) opérations forestières; h) dans certaines situations vulgarisation d'activités reposant sur certaines espèces forestières (par exemple sériciculture, production de gomme laque et apiculture); i) programmes de boisement destinés à protéger les pentes et les bassins versants, à régulariser les cours d'eau, à arrêter l'érosion, etc., et j) création de petites industries forestières à haut coefficient de main-d'oeuvre.

93. Le succès de la foresterie de ferme dépend de plusieurs facteurs tels que: taille de l'exploitation agricole, accès au crédit et taux d'intérêt, bénéfices fournis par la production, soutien organisationnel et technique et autres incitations. Les politiques conditionnant ces facteurs détermineront l'acceptabilité sociale de l'agrosylviculture.

94. La foresterie est essentiellement un aspect de l'aménagement du territoire et le développement forestier doit être harmonisé avec les autres aspects de l'utilisation des terres. Le bassin versant, unité physique identifiable, doit être l'unité primaire pour la mise en valeur des terres, y compris l'utilisation des produits de la terre. Le traitement du bassin dans sa partie supérieure se répercute directement sur le réseau hydrographique en aval et sur le bien-être des collectivités qui y vivent.

95. Les projets de la FAO relatifs à l'utilisation intégrée des bassins versants et des terrains forestiers qui s'exécutent dans certains pays de la région ont été cités comme exemples d'approche intégrée et interdisciplinaire à l'aménagement du territoire.

96. Le débat a également mis en lumière certains aspects dans lesquels la forêt est indispensable à la stabilité et au progrès des collectivités rurales: production alimentaire et agricole, approvisionnement en combustible et création d'emplois et de revenus.

97. La pratique des cultures intercalaires dans les plantations nouvelles profite directement aux collectivités rurales, qui disposent ainsi d'une superficie supplémentaire temporairement cultivable et d'une source de bois d'oeuvre. Pour aider l'exploitant à trouver le fourrage nécessaire à son bétail, on peut encourager la culture d'arbres fourragers en foresterie de ferme.

98. La Conférence note avec inquiétude que les coupes illicites précipitent la destruction de la forêt. Elle préconise d'adopter des mesures propres à limiter cette pratique.

99. La Conférence fait siennes, après les avoir légèrement modifiées, les suggestions contenues dans le paragraphe 40 du document FERC/76/4:

A) La foresterie peut constituer un élément important des programmes de développement intégré. Il faudrait formuler des programmes forestiers au niveau des villages, en y associant la communauté agricole.

B) L'utilisation des hautes terres doit reposer sur une politique et une planification rationnelles de l'aménagement du territoire. La foresterie et l'arboriculture, qui contribuent à la conservation des sols et des eaux, doivent représenter la principale forme d'utilisation des terres dans ces régions.

C) Partout où il existe des friches, des superficies suffisantes devraient être affectées à la création de forêts communautaires. Il conviendrait d'assurer un soutien technique et administratif adéquat.

D) Les programmes relatifs aux forêts publiques et aux industries forestières devraient être envisagés dans le contexte de "zones économiques" englobant les communautés rurales.

E) La main-d'oeuvre forestière (qui provient en grande partie des zones rurales) devrait être convenablement structurée et formée aux opérations en forêt, afin d'en améliorer l'efficacité.

F) Il conviendrait de développer encore les systèmes agrosylvicoles et de déterminer les meilleures façons de produire des aliments et du bois sans perturber l'écologie.

Mesures visant à améliorer la fourniture, la distribution et l'utilisation des facteurs de production agricole (FERC/76/5)

100. La Conférence a examiné le document FERC/76/5. Le rôle de la Commission des engrais dans la mise au point d'une politique mondiale des engrais, qu'avait demandé la Conférence mondiale de l'alimentation, a été brièvement décrit. Celle-ci s'efforce d'assurer aux pays en développement des approvisionnements suffisants en engrais, à des prix raisonnables.

101. La Conférence a également été informée que la crise des engrais était passée. Mais en considération des problèmes de balance des paiements des pays les plus gravement éprouvés, la Commission, à sa troisième session (juin 1976), a recommandé au Conseil de la FAO de maintenir le Programme international d'approvisionnement en engrais jusqu'à la fin de 1977. A ce moment-là, la Commission reverra la question d'une ultérieure prorogation. Les Etats Membres qui ont reçu une aide par l'intermédiaire du Programme ont exprimé leur satisfaction.

102. La plupart des Etats Membres sont tributaires des importations d'engrais. Récemment l'insuffisance de l'offre et les prix élevés des engrais sur le marché international ont

eu des effets négatifs sur leurs programmes de production agricole. La conférence se rend compte qu'il est nécessaire de surveiller en permanence la situation et de faire des prévisions de l'offre et de la demande. Elle invite la FAO à diffuser régulièrement ces informations aux Etats Membres.

103. On a souligné en outre que le développement des fumures organiques et le recyclage des déchets rendraient les pays plus indépendants sur le plan des approvisionnements en engrais.

104. La Conférence a insisté sur la nécessité pour la région d'assurer son autosuffisance en engrais, pesticides et outillage agricole. Pour fabriquer ces intrants, il faudrait qu'elle exploite en coopération les matières premières qu'elle possède.

105. On a estimé que les petits agriculteurs n'avaient pas pleinement profité des progrès de la technologie. Il est donc indispensable d'adapter les politiques en matière de technologie, de crédit et de prix ainsi que les services de vulgarisation afin d'aider le petit exploitant. On a souligné à cet égard que la FAO, chaque fois qu'elle en sera requise, devra donner une haute priorité aux échanges d'informations sur les systèmes agronomiques, l'utilisation équilibrée des engrais minéraux et organiques et la lutte contre les ravageurs, y compris au moyen d'agents biologiques.

106. On a souligné la nécessité d'organiser un approvisionnement régulier en semences de variétés améliorées résistant aux maladies et dont il conviendrait de conserver la pureté.

107. La Conférence recommande la constitution de réserves régionales et nationales de semences céréalières, notamment par les pays exposés à de fréquentes calamités naturelles telles que sécheresses, inondations et typhons. L'estimation de la demande et de l'offre de ces semences appelle également une coopération entre les pays.

108. On a noté à ce propos que, dans plusieurs pays, l'évaluation et la mise en circulation de variétés de céréales et, dans une moindre mesure, de plantes industrielles, sont assez bien organisées. Mais, à la différence des céréales, la production des semences pour les cultures maraîchères, les cultures herbagères, les graines oléagineuses légumineuses et non légumineuses est moins développée. C'est également le cas des pépinières pour les cultures arboricoles. De nombreux pays ont besoin d'un appui substantiel dans ces divers domaines.

109. La Conférence a mis l'accent sur la recherche et la mise au point de variétés à haut rendement et de qualité, convenant à des zones écologiques diverses et adaptées en particulier à l'agriculture pluviale.

110. On a constaté que les ravageurs et les maladies des cultures sont responsables de fortes pertes de production agricole dans la région. Les variétés à haut rendement sont particulièrement sensibles aux attaques. La Conférence, tout en soulignant la nécessité de mettre au point des solutions de rechange en matière de lutte contre les ravageurs et les maladies, reconnaît que la lutte chimique restera probablement, pendant un certain temps encore, le principal moyen d'action. Elle estime donc qu'il ne faut rien négliger pour donner aux Etats Membres une possibilité accrue d'utiliser efficacement les pesticides, avec un minimum de risques pour l'utilisateur et l'environnement. A cette fin, il conviendrait de mettre en place les infrastructures appropriées et d'assurer à différents niveaux une formation en matière d'utilisation efficace et sans danger des pesticides et du matériel d'application.

111. Pour de nombreux ravageurs et maladies des végétaux, comme la delphacide brune du riz ou la rouille du blé, une approche régionale s'impose pour la mise en place de systèmes d'alerte précoce et l'élaboration de méthodes de lutte.

112. La Conférence souligne également qu'il est urgent de développer les possibilités de la région en ce qui concerne la production de matériaux pour la protection des végétaux, y compris des pesticides d'usage traditionnel tels que ceux à base de pyrèthre, de derris et de tabac.

113. La Conférence souligne à nouveau la nécessité d'intensifier les programmes de sélection végétale pour mettre au point des variétés résistant aux principaux ravageurs et maladies, et de poursuivre les recherches en matière de lutte biologique contre les ravageurs.

114. L'introduction d'une mécanisation appropriée permettrait d'augmenter tant les intensités de culture que la productivité humaine et animale et de créer des besoins et de nouveaux emplois. Toutefois, les conditions varient considérablement dans la région et il est impossible de fixer en matière de mécanisation un niveau technologique donné qui pourrait servir de norme pour l'ensemble de la région. La recherche régionale et nationale devra s'employer à mettre au point un outillage approprié, mécanisé et attelé.

115. La Conférence insiste sur l'importance qui s'attache à fournir aux petits exploitants l'ensemble des facteurs matériels de production, en temps voulu et à des conditions telles qu'ils puissent les utiliser avec profit pour augmenter leur production agricole et leurs revenus. Cela suppose non seulement un emploi accru de semences améliorées, l'utilisation efficace et économique des engrais et des pesticides mais aussi la maîtrise de l'approvisionnement en eau et l'amélioration des pratiques culturales et d'aménagement des sols.

116. On pourrait aussi trouver là l'occasion de développer les échanges intrarégionaux sur la base d'intérêts réciproques. La Conférence invite donc instamment tous les pays et toutes les institutions, y compris les organismes de financement, à concentrer leurs efforts sur l'augmentation de la production dans la région de ces facteurs de production essentiels.

117. Les questions touchant la mécanisation et autres intrants agricoles - a-t-on fait observer - sont souvent traitées par divers services à l'intérieur des ministères de l'agriculture mais aussi par d'autres ministères et organismes. Une coopération et une coordination plus étroites entre les uns et les autres s'imposent si l'on veut que les objectifs des programmes nationaux soient réalisés.

118. Etant donné qu'il faut d'urgence accroître la production agricole et en particulier alimentaire, et que certains facteurs de production absolument indispensables peuvent jouer un rôle déterminant à cet égard, la Conférence approuve les mesures ci-après visant à:

- A. développer en priorité l'industrie des semences;
- B. mettre au point des variétés mieux adaptables aux milieux défavorisés et donnant des rendements plus élevés et plus stables, même avec des soins relativement réduits;
- C. accroître les disponibilités en engrais et en pesticides grâce à une coopération entre les pays;
- D. réaliser un transport efficace jusqu'aux petits cultivateurs des techniques d'utilisation des engrais, et développer l'utilisation des éléments fertilisants disponibles sur place;
- E. encourager la recherche, l'élaboration de méthodes intégrées de lutte contre les ravageurs et la mise au point de variétés de plantes résistant mieux aux ravageurs et aux maladies;
- F. introduire des formes appropriées de mécanisation dans les systèmes agronomiques;
- G. fournir des stimulants satisfaisants aux cultivateurs;
- H. dispenser une formation portant sur l'utilisation correcte des engrais, des pesticides et des machines agricoles, ainsi que sur la production, le traitement et le contrôle qualitatif des semences;
- I. accroître les investissements et intensifier les transferts de technologies vers les pays en développement, en vue de créer une industrie des facteurs de production.

Amélioration de la commercialisation et du crédit pour la promotion
des petits exploitants (FERC/76/6)

119. La Conférence reconnaît que la commercialisation et le crédit ont un rôle décisif à jouer pour stimuler et accélérer la promotion des petits exploitants. Elle souligne que les programmes d'amélioration de la commercialisation et du crédit visant cette catégorie doivent être conçus de manière à profiter effectivement aux intéressés.

120. La Conférence souscrit de manière générale à l'exposé des problèmes et aux approches suggérées dans le document FERC/76/6. Elle recommande les programmes d'action ci-après :

A. Etant donné que pour être efficace la commercialisation doit être étroitement rattachée au crédit, il faut que ces deux fonctions soient intégrées, notamment à la base et de préférence par le biais des coopératives et des groupements d'agriculteurs. Il convient de promouvoir une telle intégration chaque fois que possible.

B. Pour favoriser la collecte efficace des excédents commercialisables dont disposent les petits exploitants et réduire les risques liés à la commercialisation en garantissant des débouchés, il faut s'efforcer de promouvoir les contrats de commercialisation de la production entre des groupes de petits exploitants et les organismes de commercialisation en gros ou les industries de transformation.

C. Divers organismes interviennent en général dans la planification de certains aspects de la commercialisation agricole. Ils ont tendance à avoir leurs propres programmes de commercialisation. D'où de nombreux plans fragmentaires, qui se contredisent ou se chevauchent. Il convient d'établir un plan national intégré d'amélioration des systèmes de commercialisation agricole. Il serait également utile de procéder à des échanges d'expérience et d'informations au sujet de cette planification intégrée dans la région.

D. Pour diminuer les pertes après récolte notamment celles qui se produisent pendant la commercialisation et augmenter l'efficacité de celle-ci, il est recommandé d'accorder une plus haute priorité à l'amélioration de l'infrastructure commerciale et de son fonctionnement à tous les niveaux.

E. Il convient de renforcer les institutions de crédit agricole en affectant une partie des fonds de développement agricole à l'établissement d'un réseau adéquat, de manière que tous les exploitants trouvent à leur portée une agence de crédit appropriée. Le document du secrétariat fait état du projet de création d'une Association régionale asiatique de crédit agricole, chargée d'organiser des échanges d'expérience, de conduire des programmes internationaux de formation et de soutenir des programmes internationaux de formation et de soutenir des programmes de crédit agricole à l'échelon national et régional.

F. Il faudrait prendre des dispositions visant à réserver aux petits exploitants une part du crédit total disponible pour l'agriculture. Cette part devra être proportionnelle à la superficie qu'ils cultivent comparée à la superficie cultivable totale du pays;

G. Pour faire en sorte que le crédit institutionnel destiné à l'agriculture soit disponible en temps voulu, en particulier pour les petits exploitants, on pourra envisager l'adoption du système du "carnet de banque", partout où cela sera possible et réalisable.

121. La Conférence préconise également des échanges d'expérience réguliers, afin d'encourager la planification, la programmation et l'exécution coordonnées des activités relatives à la commercialisation des produits alimentaires, spécialement pour les petits exploitants et les couches urbaines pauvres.

122. Il convient d'accorder une plus haute priorité à la formation a) d'un personnel d'encadrement spécialisé dans le développement et composé de cadres moyens et d'agents de terrain du crédit agricole; b) de gestionnaires et de techniciens commerciaux compétents, au niveau moyen et au niveau du terrain. Ce type de formation doit viser - a-t-on souligné - à constituer un personnel capable de formuler des projets pour les petits exploitants.

123. Il est également recommandé de créer, lorsque cela sera nécessaire et possible, des instituts nationaux de perfectionnement et de formation en matière de commercialisation destinés aux agents de niveau moyen.

Programme FAO/CESAP (FERC/76/8)

124. La Conférence a été informée des principales activités menées dans le domaine agricole par la Division mixte FAO/CESAP. La CESAP a accordé une haute priorité aux travaux intéressant l'alimentation et l'agriculture. La Conférence a également appris que le programme de travail était établi de concert avec la FAO.

125. Le programme de travail et le plan à moyen terme de la CESAP (1978-81), où sont énoncés les objectifs principaux des travaux dans le domaine de l'alimentation et l'agriculture, ont été examinés et approuvés par le Comité du développement agricole (CDA) et par la Commission de la CESAP à sa trente-deuxième session. Le CDA est desservi conjointement par la FAO et la CESAP.

126. A l'heure actuelle, la Division mixte travaille dans quatre domaines principaux: Fonds asiatique pour le commerce du riz, Projet régional de production de céréales secondaires et de légumineuses, Projet sur les intrants et les produits agricoles en Asie et dans le Pacifique et mise au point d'un programme d'information agricole. La Conférence a pris note du soutien extra-budgétaire fourni par les gouvernements du Japon, de la Corée et des Pays-Bas sous forme de prêts non remboursables et de fonds fiduciaires.

127. Tout en reconnaissant l'importance du travail qu'accomplit la Division mixte dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture particulièrement en ce qui concerne les intrants agricoles, la plupart des délégations qui sont intervenues ont évoqué la question plus vaste des rapports entre la FAO et la CESAP en général, non pas seulement dans le contexte des activités de la Division mixte mais en matière d'alimentation et d'agriculture. De sérieuses inquiétudes se sont manifestées à propos des doubles emplois qui se sont produits et risquent de se reproduire dans divers domaines, en particulier l'information agricole, la planification agricole, la production de céréales secondaires, la technologie après récolte et les agro-industries.

128. Le consensus a été qu'il fallait veiller davantage à éviter les doubles emplois. Les maigres ressources disponibles pour le développement agricole dans la région ne doivent pas servir à reproduire les activités d'autres institutions.

129. De l'avis général, l'institution la mieux qualifiée du point de vue de la compétence technique pour s'acquitter d'une certaine fonction, et qui est autorisée à le faire, devrait s'en charger. La CESAP a un rôle à jouer pour ce qui est des aspects économiques et sociaux du développement agricole. Comme la FAO possède la compétence technique nécessaire pour traiter des aspects agrotechniques, c'est elle qui doit s'en occuper.

Mise en oeuvre du programme prioritaire de la FAO dans la région (FERC/76/7)

130. La Conférence s'est déclarée satisfaite du travail accompli au titre de chacun des neuf domaines prioritaires tels que modifiés par la douzième conférence régionale, tenue à Tokyo en 1974. Elle constate que le dénominateur commun de ces différents domaines est leur focalisation sur le petit exploitant.

131. Il a été souligné qu'il fallait avant tout s'occuper d'activités qui produisent des effets immédiats au niveau des exploitations. Rapidité et efficacité sont des éléments essentiels de la mise en oeuvre des programmes dont le déroulement devrait également faire l'objet d'une évaluation critique. Pour les projets intéressant un seul pays, un dispositif ad hoc est prévu sous forme d'un examen tripartite, mais il n'existe pas de dispositions comparables dans le cas des projets régionaux. Les organismes techniques régionaux devraient assurer cette fonction.

132. L'initiative prise par le Directeur général de réduire le nombre des réunions et le volume de la documentation a été accueillie avec satisfaction. On a souligné que les réunions

devaient déboucher sur des programmes d'action concrets. En outre, le Bureau régional ou les bureaux dans le pays devraient se charger d'amorcer le suivi des enquêtes effectuées dans la région.

133. Il a été suggéré d'élargir certains des domaines prioritaires comme suit:

A. La gestion des eaux au niveau de l'exploitation et la lutte contre l'engorgement et la salinité pourraient être élargies de manière à inclure la conservation, l'utilisation et l'aménagement des ressources en terres et en eaux.

B. On pourrait inclure dans la planification du développement agricole la recherche en économie agricole dans le but de mettre au point des approches, des méthodes et des techniques d'analyse communes applicables aux recherches de ce genre entreprises par les institutions nationales.

C. La recherche en vulgarisation agricole pourrait être incorporée au domaine prioritaire intitulé "Encourager la participation active des petits exploitants au développement socio-économique et particulièrement à la productivité agricole".

134. On a mis l'accent sur la nécessité d'un lien organique entre la Conférence régionale et les organes techniques régionaux, ainsi que l'avait recommandé la douzième Conférence régionale, tenue à Tokyo en 1974. Ces organes devraient signaler les activités relevant de leurs programmes prioritaires sectoriels qui pourraient ultérieurement fournir des éléments pour les domaines prioritaires généraux de la région. A cet égard, il serait utile de faire précéder les réunions des organes techniques par des réunions de groupes d'experts.

135. La FAO devrait revoir le fonctionnement des organes techniques existants de manière à leur donner une orientation pratique en leur conférant l'autonomie en matière de finances et de procédures. On a suggéré que la création de nouveaux organes techniques régionaux ne devrait être envisagée que si ceux-ci étaient financés par des contributions des Etats Membres.

136. Le rôle de la FAO dans le renforcement des institutions nationales chargées d'identifier de formuler et d'évaluer les projets a été souligné. L'aide de l'organisation est particulièrement nécessaire si l'on veut que les Etats Membres puissent tirer parti des ressources supplémentaires qui seront fournies par le Fonds international de développement agricole et le Programme de coopération technique de la FAO.

137. Les pays auront également besoin d'aide pour mettre au point des systèmes agronomiques fondés sur des technologies et des assolements appropriés.

138. Il a été suggéré d'inclure à l'avenir dans les rapports sur la mise en oeuvre des programmes prioritaires de la FAO dans la région une section consacrée à l'évaluation. Ceux-ci devraient d'autre part montrer les perspectives d'avenir et signaler les problèmes qui se font jour dans la région, en sorte que la Conférence régionale puisse suggérer les programmes qui permettraient de s'y attaquer immédiatement.

Orientation des activités futures de la FAO dans la région (FERC/76/9)

139. S'adressant à la Conférence, le Représentant régional a souligné qu'en entérinant les nouvelles politiques du Directeur général, celle-ci avait exprimé le souci de l'Asie d'améliorer l'existence des petits exploitants. Ce souci est conforme aux lignes générales d'orientation des activités futures de la FAO, telles qu'elles sont exposées dans le document FERC/76/9.

140. Les activités de la FAO doivent donc rester axées sur le relèvement de la productivité et des revenus des petits exploitants. La Conférence reconnaît également que la plupart des domaines prioritaires identifiés à Tokyo par la douzième session de la Conférence régionale de la FAO (1974) restent valables. Les problèmes traités se posent dans la perspective du long terme.

141. Le rapport du Comité technique, adopté par la Conférence après amendement, a défini de manière plus serrée chaque secteur prioritaire. Le Représentant régional a invité la Conférence à examiner une liste de neuf secteurs prioritaires. Il a également sollicité des avis sur les activités qui pourraient être entreprises dans chaque secteur prioritaire, sous réserve des ressources disponibles et de l'assentiment du Directeur général.

142. La Conférence a examiné le projet de révision des domaines prioritaires présenté dans le document FERC/76/9-Sup.1. Après en avoir débattu, elle estime que vu la nature à moyen et à long terme des problèmes indiqués, les priorités établies par la Conférence régionale à sa douzième session (Tokyo) restent valables. Elles continuent de fournir un point de focalisation pour les activités de l'Organisation dans l'ensemble de la région. La Conférence décide en conséquence de réadopter dans leur totalité les priorités formulées par la Conférence régionale, à sa douzième session, à savoir:

a) Promotion intégrée en matière de sécurité alimentaire, politiques et programmes de nutrition, minimisation des pertes avant et après récolte.

b) Promotion de la participation active du petit exploitant au développement socio-économique, en particulier à la productivité agricole.

c) Développement de l'agriculture non irriguée, et en particulier amélioration des systèmes de culture et de l'aménagement des sols.

d) Promotion de l'élevage grâce à des programmes coopératifs entre pays.

f) Planification du développement des forêts et de l'industrie forestière, conservation et aménagement des forêts, y compris la faune.

g) Promotion de la diversification agricole et harmonisation des échanges intrarégionaux des produits de l'agriculture et des industries agricoles.

h) Gestion de l'eau au niveau de l'exploitation et lutte contre la saturation par l'eau et contre la salinité.

i) Planification du développement agricole.

143. En outre, le Représentant régional est invité à considérer ces domaines prioritaires ainsi réadoptés à la lumière des observations formulées par les délégations au cours du débat. Celles-ci portent sur: les programmes coopératifs pour la vente des produits de l'élevage, la lutte contre les maladies animales, la création de dispositifs permettant d'obtenir les données nécessaires à la planification, l'aide à la formulation et à l'évaluation des projets, la mise en place d'institutions et de systèmes de crédit répondant aux besoins des petits producteurs.

144. On a suggéré que du moment que les plus fortes concentrations de populations victimes de la misère se trouvent en Asie, la Région devrait avoir droit à une part plus grande des crédits d'investissement qui seront ouverts par le Fonds international de développement agricole et par d'autres institutions.

145. Il convient en conséquence d'établir une enveloppe de projets. La FAO devrait faire appel aux institutions nationales et internationales des pays tant en développement que développés pour mobiliser les compétences spécialisées qu'exige cette entreprise.

CONCLUSIONS DE LA SESSION

Adoption de la Déclaration de Manille

146. Considérant la persistance de la crise alimentaire et agricole dans la région et souhaitant attirer l'attention et mobiliser au profit du développement les ressources nationales, régionales et mondiales en vue de réaliser l'autosuffisance et l'autonomie en matière d'alimentation et d'agriculture, reconnaissant par ailleurs l'importance et la nécessité primordiales de développer l'agriculture dans les Etats Membres, la Conférence adopte à l'unanimité un texte appelé "Déclaration de Manille sur l'alimentation et l'agriculture, 1976". Ce texte figure in extenso dans la section intitulée "Déclaration de Manille".

Adoption des résolutions

147. A côté des recommandations qui ont été formulées durant les débats consacrés aux différents points de l'ordre du jour, la Conférence décide à l'unanimité d'adopter des résolutions sur les sujets ci-après qu'elle considère particulièrement importants:

1. Résolution 1/76: Intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations
2. Résolution 2/76: La foresterie au service du développement communautaire
3. Résolution 3/76: Semences de variétés à haut rendement.

148. Les résolutions sont reproduites dans la section intitulée "Résolutions et recommandations".

Proposition en vue de changer le titre de la Conférence

149. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a proposé que le nom de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient soit changé en Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, de manière à comprendre la région telle qu'elle est actuellement ainsi que le Pacifique. Cette proposition a reçu l'appui des pays ci-après: Australie, Fidji, Indonésie, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Sri Lanka et Thaïlande. Un pays a demandé un délai supplémentaire pour en délibérer; un autre s'est opposé à ce projet.

150. La proposition envisageait également que le nom du Bureau régional soit changé en Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique (RAP).

151. Après en avoir délibéré, la Conférence décide que la question comportant certaines considérations de procédure, il convient d'en référer aux organes directeurs intéressés.

Date et lieu de la quatorzième session de la Conférence régionale

152. Les délégations de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan et de la Thaïlande ont exprimé leur désir d'accueillir la quatorzième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient en 1978. La Conférence remercie ces pays de leurs invitations et recommande au Directeur général de les examiner.

Questions diverses - Représentation de la Région au GCPAI et au GCRAI

153. La Conférence a examiné les documents FERC/76/4 et FERC/76/5 relativement à l'élection de représentants de la région au GCPAI et au GCRAI. La Conférence a décidé de tenir une consultation officieuse des gouvernements des Etats Membres au sujet de l'élection de leurs représentants auprès de ces organes.

154. La Conférence confirme la désignation de la Birmanie et de l'Indonésie au GCPAI; ces désignations avaient été approuvées par le Conseil de la FAO à sa soixante-sixième session et sont valables jusqu'à la fin de l'année civile 1978.

155. De même, en ce qui concerne les représentants au GCRAI, la consultation officielle a été élue à l'unanimité l'Inde et les Philippines pour une période de deux ans allant jusqu'à la fin de l'année civile 1978.

Clôture de la Conférence

156. Les délégations estiment que la treizième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient a été particulièrement importante et utile. Pour la première fois, une déclaration sur l'alimentation et l'agriculture (Déclaration de Manille) a été adoptée à l'unanimité. Pour la première fois aussi, la Session a bénéficié de la participation de la République populaire de Chine et de la République socialiste du Viet Nam. La Conférence se félicite également de la participation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en qualité d'Etat Membre indépendant. Les délégations ont remarqué l'esprit de coopération qui a animé la Conférence.

157. La Conférence souligne que la mise en oeuvre de ces recommandations est indispensable à son efficacité.

158. On a insisté également sur le fait que le développement de l'agriculture doit passer par l'autonomie du petit exploitant et l'aide qui lui est fournie. La Conférence appuie pleinement les domaines prioritaires ainsi que l'orientation des activités de la FAO dans la Région.

159. La Conférence estime qu'il faudrait réduire le temps consacré à la présentation des exposés nationaux et allonger celui des délibérations du Comité technique. Elle estime également nécessaire une réévaluation du rôle et de l'utilité des Conférences régionales.

160. Pour relier les programmes nationaux au programme régional, il est suggéré que le Bureau régional organise une réunion des représentants de la FAO dans les pays.

161. Une autre suggestion a été faite concernant la convocation de conférences nationales de l'alimentation avant la prochaine Conférence régionale. De cette manière, les priorités établies par les pays se refléteront dans l'ordre du jour de la Conférence régionale.

162. La Conférence se félicite de la nouvelle orientation et de l'impulsion données par le Directeur général aux activités de la FAO. Elle appuie ses politiques et attend avec impatience leur mise en oeuvre.

163. La Conférence exprime au Gouvernement des Philippines ses remerciements les plus vifs pour l'hospitalité offerte et l'aide fournie à la FAO pour la bonne organisation de la Conférence.

164. Pour clore les débats, le Président a prononcé quelques mots et fait observer que la treizième session de la Conférence régionale avait été exceptionnelle. Pour la première fois une déclaration sur l'alimentation et l'agriculture a été adoptée. Il a remercié le Directeur général, le Sous-Directeur général/Représentant régional, les fonctionnaires de la FAO et le Secrétariat qui ont pris part à l'organisation et à la conduite des travaux de la Conférence. Il a ensuite déclaré close la treizième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

ORDRE DU JOUR

SESSION DU COMITE TECHNIQUE (5-7 août)

1. Election du Président et du Vice-Président du Comité technique.
2. Planification de la promotion des petits exploitants en tant qu'élément constitutif des plans de développement nationaux.
3. Intégration culture/élevage/pisciculture dans les petites exploitations.
4. La forêt et le développement communautaire local.
5. Mesures en vue d'améliorer l'offre, la distribution et l'utilisation des intrants agricoles.
6. Amélioration de la commercialisation et du crédit pour la promotion des petits exploitants.
7. Programme FAO/CESAP.
8. Mise en oeuvre du programme prioritaire de la FAO dans la région - rapport du Sous-Directeur général/représentant régional (y compris les rapports des organes techniques régionaux de la FAO).

SESSION PLENIERE (9-13 août)

I. QUESTIONS LIMINAIRES

1. Ouverture de la Conférence
2. Election du Président et des Vice-Présidents
3. Adoption de l'ordre du jour

II. SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE EN ASIE ET EN EXTREME-ORIENT

4. Allocution du Directeur général
5. Allocution du Secrétaire exécutif de la CESAP
6. Allocution du Président du Conseil de la FAO
7. Allocution du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial
8. Allocution du Directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation
9. Allocution du Sous-Directeur général/représentant régional pour l'Asie et l'Extrême-Orient
10. Exposés nationaux

III. LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION

11. Examen du rapport du Comité technique
12. Orientation des travaux futurs de la FAO dans la région

IV. CONCLUSION DE LA SESSION

13. Date et lieu de la quatorzième Conférence régionale de la FAO
14. Adoption du rapport
15. Questions diverses
16. Clôture de la Conférence

LIST OF PARTICIPANTS - LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBER NATIONS IN THE REGION - ETATS MEMBRES DE LA REGION

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Delegate R.S. SWIFT
Deputy Secretary
Department of Primary Industry, Canberra

Alternate A.E. BROINOWSKI
Second Secretary
Embassy of Australia
Manila, Philippines

BANGLADESH

Delegates Aziz-ul HUQ
Adviser
President's Advisory Council, Dacca

M. Youssof ALI
Joint Secretary
Forest, Fisheries and Livestock Division
Ministry of Agriculture, Dacca

Associates Khaled SHAMS
Director/Member
Bangladesh Agricultural Development Corporation, Dacca

Kazi MAZIRUDDIN
Director of Agricultural Marketing
Government of Bangladesh, Dacca

BURMA - BIRMANIE

Delegate Ye GOUNG
Minister of Agriculture and Forests
Ministry of Agriculture and Forests, Rangoon

Alternate Pyi SOE
Managing Director
Livestock Development Corporation
Ministry of Agriculture and Forests, Rangoon

Associates Khin MAUNG
General Manager
Agriculture Corporation
Ministry of Agriculture and Forests, Rangoon

Myint THEIN
Deputy General Manager
Agriculture Corporation
Ministry of Agriculture and Forests, Rangoon

Hla OO
Private Secretary to the Minister of
Agriculture and Forests
Ministry of Agriculture and Forests, Rangoon

CHINA - CHINE

Delegate Li YUNG-KAI
Director
Bureau of Foreign Affairs
Ministry of Agriculture and Forestry, Peking

Alternate Chang SHIH-CHAN
Head
International Division
Bureau of Foreign Affairs
Ministry of Agriculture and Forestry, Peking

Associate Wu TIEN-HSI
International Division
Bureau of Foreign Affairs
Ministry of Agriculture and Forestry, Peking

FIJI - ILES FIDJI

Delegate S.U. NAIVALU
Assistant Minister of Agriculture,
Fisheries and Forests
Ministry of Agriculture, Fisheries and Forests, Suva

Alternate Winston THOMPSON
Permanent Secretary for Agriculture, Fisheries
and Forests
Ministry of Agriculture, Fisheries and Forests, Suva

FRANCE

Délégué Guy de LESTRANGE
Ambassadeur
Ambassade de France auprès de la République
des Philippines
Manille, Philippines

Suppléant Jean-Marc SIMEN
Premier Secrétaire
Ambassade de France auprès de la République
des Philippines
Manille, Philippines

Adjoints

Jean Etienne NORMAND
Conseiller sur la Coopération
Ambassade de France auprès de la République
des Philippines
Manille, Philippines

Jean-Michel GOUREVITCH
Attaché
Ambassade de France auprès de la République
des Philippines
Manille, Philippines

INDIA - INDE

Delegate

Jagjivan RAM
Minister of Agriculture and Irrigation
Ministry of Agriculture and Irrigation, New Delhi

Alternates

I.J. NAIDU
Secretary
Rural Development Department
Ministry of Agriculture and Irrigation, New Delhi

P.S. NASKAR
Ambassador
Embassy of India in the Philippines
Manila, Philippines

N.A. AGHA
Additional Secretary
Ministry of Agriculture and Irrigation, New Delhi

Associates

G.S. KALKAT
Agriculture Commissioner cum
Ex-Officio Joint Secretary
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture and Irrigation, New Delhi

O.P. ARORA
Additional Private Secretary
to the Minister of Agriculture and Irrigation
Ministry of Agriculture and Irrigation, New Delhi

INDONESIA - INDONESIE

Delegate

Sadikin SUMINTAWIKARTA
Director-General for Agricultural Research
and Development
Ministry of Agriculture, Jakarta

Alternates

Sri Bima ARIOTEDJO
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of the Republic of Indonesia in the Philippines
Manila, Philippines

Aswis MARMO
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Embassy of the Republic of Indonesia in Italy
Rome, Italy

Ismet HAKIM
Acting Permanent Representative of Indonesia to FAO
Embassy of the Republic of Indonesia in Italy
Rome, Italy

AMIDJONO
Senior Official
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture, Jakarta

Zainudin NASUTION
Senior Official
Department of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs, Jakarta

R. Eddy SOEHARDI
Minister Counsellor
Embassy of the Republic of Indonesia in the Philippines
Manila, Philippines

WAHJOEDI
Agriculture Attaché
Embassy of the Republic of Indonesia in Japan
Tokyo, Japan

JAPAN - JAPON

Delegate	Makoto SAITO Adviser to the Minister of Agriculture and Forestry and Special Assistant to the Minister for Foreign Affairs Ministry of Agriculture and Forestry, Tokyo
Alternate	Toshitake KATAYAMA Counsellor and Consul-General Embassy of Japan in the Philippines Manila, Philippines
Associates	Isamu IMANISHI Deputy Head International Cooperation Division Ministry of Agriculture and Forestry, Tokyo Masahiro FUJII Deputy Head International Cooperation Division Ministry of Agriculture and Forestry, Tokyo Sota IWAMOTO First Secretary Embassy of Japan in the Philippines Manila, Philippines

Matusiro HORIGUCHI
Deputy Director
Specialized Agencies Division of the
United Nations Bureau
Ministry of Foreign Affairs, Tokyo

Norio HATTORI
First Secretary
Embassy of Japan in the Philippines
Manila, Philippines

KOREA, REPUBLIC OF - COREE, REPUBLIQUE DE

Delegate	Man Jun HAHM Assistant Minister for Agricultural Development and Marketing Ministry of Agriculture and Fisheries, Seoul
Alternate	Ki Joo LEE Minister Embassy of the Republic of Korea in the Philippines Manila, Philippines
Associates	Jong Tack YOO Chief International Cooperation Office Ministry of Agriculture and Fisheries, Seoul Hyo Hun SHIN Assistant Chief Ministry of Foreign Affairs, Seoul Kwang Shik WON Assistant Chief International Cooperation Division Ministry of Agriculture and Fisheries, Seoul Ki Sung KIM Director Korean FAO Association, Seoul

LAO

Delegate	Khamsing SAYAKONE Deputy Chief Cabinet Ministry of Agriculture, Vientiane
Alternate	Oroth CHOUNLAMOUNTRY Chief Research Committee Ministry of Agriculture, Vientiane

Associates Somphong MONGKHONVILAY
Director
Planning, Statistics and Finance
Ministry of Agriculture, Vientiane

 Sinkham PHONVISAY
Deputy Director
Planning, Statistics and Finance
Ministry of Agriculture, Vientiane

MALAYSIA - MALAISIE

Delegate Datuk Ali Haji AHMAD
Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture, Kuala Lumpur

Alternate Abdul Azmi bin TARIM
Deputy Secretary-General
Ministry of Agriculture, Kuala Lumpur

Associates Lockman Mohd. SIRIN
Director of the Economic Unit
Forest Department
Ministry of Primary Industries, Kuala Lumpur

 Yulkifly Ab. RAHMAN
Second Secretary
Embassy of Malaysia in the Philippines
Manila, Philippines

 Chew Hong JUNG
Director-General of Agriculture
Ministry of Agriculture, Kuala Lumpur

 Haji Ahmad Sarji Abdul HAMID
Director-General
Farmers' Organization Authority
Ministry of Agriculture, Kuala Lumpur

MONGOLIAN PEOPLE'S REPUBLIC - REPUBLIQUE POPULAIRE MONGOLE

Delegate Bavaasangiin PUREV
Deputy Minister
Minister of Agriculture, Ulan Bator

Alternate Jojilyn JORMON
Specialist
Foreign Relations Section
Ministry of Agriculture, Ulan Bator

NEPAL

Delegate Khadga Bahadur SINGH
Minister of Agriculture, Food, Land Reform
and Irrigation
Ministry of Agriculture, Food, Land Reform
and Irrigation, Kathmandu

Alternate T.N. PANT
Joint Secretary
Ministry of Agriculture, Food, Land Reform
and Irrigation, Kathmandu

Associates S.K. UPADHYAY
Deputy General Manager
Agricultural Development Bank, Kathmandu

 K.N. PYAKURYAL
Secretary
Central Sajha Development Bank, Kathmandu

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

Delegate M.L. CAMERON
Assistant Director-General
Ministry of Agriculture, Wellington

Alternate B.S. GORE
Second Secretary
Embassy of New Zealand in the Philippines
Manila, Philippines

PAKISTAN

Delegate Sheikh Mohammad RASHID
Minister for Food and Agriculture
Ministry of Food and Agriculture, Islamabad

Alternate Abdul QUAYYUM
Member
Federal Land Commission, Islamabad

Associates Jamiluddin HASAN
Ambassador
Embassy of Pakistan in the Philippines
Manila, Philippines

 Abdul Malik KHATTAK
Inspector General of Forests
Joint Secretary to the Government of Pakistan
Ministry of Food and Agriculture, Islamabad

 Mumtaz Ali MIAN
Agricultural Development Commission
Government of Pakistan, Islamabad

Irfan MUHAMMAD
Animal Husbandry Commission
Ministry of Food and Agriculture, Islamabad

Kunwar IDRIS
Secretary to the Government of Sind
Agriculture, Livestock and Fisheries Department, Karachi

B.A. MALIK
Second Secretary
Embassy of Pakistan in the Philippines
Manila, Philippines

PAPUA NEW GUINEA - PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

Delegate	Boyamo SALI Minister for Primary Industry Ministry for Primary Industry, Konedobu
Alternate	John NATERA Secretary for the Department of Primary Industry Department of Primary Industry, Konedobu
Associates	Joseph AUNA Director Office of Forest Department of Primary Industry, Konedobu John MUNNULL Assistant Secretary Department of Primary Industry, Konedobu J. AITSI Department of Foreign Affairs and Trade, Konedobu

PHILIPPINES

Delegate	Arturo R. TANCO, Jr. Secretary Department of Agriculture, Manila
Alternate	Carlos J. VALDEZ Ambassador Embassy of the Republic of the Philippines in Italy, Rome
Associates	Orlando SACAY Under-Secretary Department of Local Government and Community Development Leandro I. VERCELES Ambassador Assistant Secretary Office of United Nations Affairs and International Conferences

José MEDINA
Assistant Secretary
Department of Agrarian Reform

J. Antonio AGUENZA
Assistant Secretary
Department of Natural Resources

Abelardo SAMONTE
Chancellor
University of the Philippines at Los Baños

José P. LEVISTE
Assistant Secretary
Department of Agriculture

Jesus T. THANCHANCO
Administrator
National Grains Authority

Joseph C. MADAMBA
Director-General
Philippine Council for Agriculture
and Resources Research

Edgardo QUISUMBING
Deputy Executive Director
National Food and Agriculture Council

Manuel V. SOLIVEN
Vice-President
Philippine National Bank

Jesus C. ALIX
Director
Bureau of Agricultural Economics

Salvador ESCUDERO III
Director
Bureau of Animal Industry

Domingo F. PANGANIBAN
Director
Bureau of Plant Industry

Edmundo V. CORTES
Director
Bureau of Forest Development

Felix R. GONZALES
Director
Bureau of Fisheries and Aquatic Resources

Edilberto REYES
Deputy Executive Director
Fertilizer Industry Authority

Pablo V. PABLO
Deputy Administrator
National Grains Authority

Catalino de la CRUZ
Project Leader
Freshwater Aquaculture Centre
Central Luzon State University

Eduardo CORPUZ
Assistant Director-General
National Economic and Development Authority

Leonides P. GONZALEZ
Executive Vice-President
Planters Products, Inc.

Benjamin SANVICTORES
Executive Vice-President
Aras-Asan Timber Co.

SRI LANKA

Delegate Ernest ABEYRATNE
Director of Agriculture
Ministry of Agriculture

THAILAND - THAILANDE

Delegate Anuwat WATANAPONGSIRI
Deputy Minister
Ministry of Agriculture and Cooperatives, Bangkok

Alternate Klos VISESSURAKARN
Ambassador
Embassy of Thailand in the Philippines
Manila, Philippines

Associates Yookti SARIKAPHUTI
Director-General
Agricultural Extension
Ministry of Agriculture and Cooperatives, Bangkok

Phaderm TITATARN
Deputy Director-General
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture and Cooperatives, Bangkok

Thanom PREMRASMI
Deputy Director-General
Royal Forestry Department, Bangkok

Somnuk SRIPLUNG
Director
Agricultural Economics Division
Ministry of Agriculture and Cooperatives, Bangkok

Krit SUNG SUB
Secretary to the Minister of Agriculture and
Cooperatives
Ministry of Agriculture and Cooperatives, Bangkok

Pairaj LAOWHAPHAN
Agricultural Attaché
Embassy of Thailand in Italy
Rome

UNITED STATES OF AMERICA - ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Delegate	Max L. WITCHER Deputy Executive Director International Organization Affairs Foreign Agricultural Service Department of Agriculture, Washington
Alternate	Wade F. GREGORY Chief Developing Countries Branch Foreign Demand and Competition Division Economic Research Service Department of Agriculture, Washington
Associates	Lawrence ROSEN Economic Advisor Agency for International Development Department of State, Washington G.R. SAMSON Agricultural Attaché American Embassy Manila

VIET NAM

Délégué	Lê-Duy-TRINH Vice-Ministre de l'agriculture Ministère de l'agriculture
Suppléant	Nguyen-ANHVI Directeur des affaires économiques Ministère des affaires étrangères
Adjoint	Nguyen-QUI-BINH Ministère des affaires étrangères

OBSERVERS FROM MEMBER NATION NOT IN THE REGION
OBSERVATEURS D'ETAT MEMBRE QUI NE SE TROUVE PAS DANS LA REGION

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

E.H. NICHOLS
Director of Agriculture and Fisheries
Hong Kong

W.E. QUANTRILL
First Secretary
British Embassy
Manila

PERMANENT OBSERVERS FOR THE HOLY SEE - OBSERVATEURS PERMANENTS DU SAINT-SIEGE

Mgr. Agostino FERRARI-TONIOLO
Permanent Observer to FAO
Vatican City

Manuel P. MANAHAN
Chairman PRRM
Manila

REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES

UNITED NATIONS - NATIONS UNIES

J.B.P. MARAMIS
Executive Secretary
Economic and Social Commission for Asia
and the Pacific
Bangkok

ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR ASIA AND THE PACIFIC
COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

J.B.P. MARAMIS
Executive Secretary
ESCAP, Bangkok

Rudy GONTHA
Special Assistant to the Executive Secretary
ESCAP, Bangkok

Ray BILLINGSLEY
Deputy Chief
Joint FAO/ESCAP Division
ESCAP, Bangkok

Suk Kun KIM
Economic Affairs Officer
ESCAP, Bangkok

A. Van VOLLENHOVEN
Expert
ESCAP Mission
ESCAP, Bangkok

UN ASIAN DEVELOPMENT INSTITUTE

Jae Han RHEE
Agricultural Economist
Bangkok

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

Donald BERGSTROM
Resident Representative of the UNDP in
the Philippines
Manila

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

T. de JONGHE
Assistant to the Senior Industrial Development
Field Adviser
Manila

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Wah WONG
UNICEF Area Representative
Manila

Rolf CARRIERE
UNICEF Programme Officer
Jakarta

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Donald BERGSTROM
Resident Representative of the UNDP in
the Philippines
Manila

OFFICE OF THE UN HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES
HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Anupam DHAR
UNHCR Representative in the Philippines
Manila

WORLD FOOD COUNCIL
CONSEIL ALIMENTAIRE MONDIAL

Harry WALTERS
Assistant Executive Director
Rome

WORLD FOOD PROGRAMME
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

W.K. DAVIS
Deputy Director
Resource Management Division
Rome

INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Hans DULJVESTIN
ILC Representative in the Philippines
Manila

WORLD HEALTH ORGANIZATION
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

H.J.L. BURGESS
Regional Adviser on Nutrition
WHO Regional Office for the Western Pacific
Manila

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

ASIAN DEVELOPMENT BANK
BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT

Kazuaki SUMA
Deputy Director
Projects Department
Manila

S.C. JHA
Senior Project Economist
Manila

ASIAN PRODUCTIVITY ORGANIZATION
ORGANISATION ASIATIQUE DE LA PRODUCTIVITE

Yoshimaru INOUE
Head of Agriculture Division
Tokyo

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

INTERNATIONAL COOPERATIVE ALLIANCE
ALLIANCE COOPERATIVE INTERNATIONALE

Lionel GUNewardana
Joint Director and Specialist in Agricultural
Cooperation, New Delhi

INTERNATIONAL FEDERATION OF AGRICULTURAL PRODUCERS
FEDERATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES

S. Tomas de la CRUZ
Member
Chamber of Agriculture and National Resources
of the Philippines
Manila

INTERNATIONAL PLANNED PARENTHOOD FEDERATION
FEDERATION INTERNATIONALE POUR LE PLANNING FAMILIAL

Felix V. ROSARIO
Governing Board Member
Family Planning Organization in the Philippines
Quezon City

Amor ORIBELLO
Director
Programme Planning, Research and Education
Family Planning Organization of the Philippines

INTERNATIONAL RICE RESEARCH INSTITUTE
INSTITUT INTERNATIONAL POUR LA RECHERCHE SUR LE RIZ

N.C. BRADY
Director-General
Manila

D.S. ATHWAL
Deputy Director-General
Manila

M.R. VEGA
Director of Training
Manila

WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

Marcelino LONTOK, Jr.
National Association of Trade Unions
Manila

WORLD VETERANS FEDERATIONS
FEDERATION MONDIALE DES ANCIENS COMBATTANTS

Simeon C. MEDALLA
President of the WVF of the Philippines
Manila

HOST GOVERNMENT SECRETARIAT
SECRETARIAT DU GOUVERNEMENT HOTE

Atty. Magdaleno B. CORTEZ	(Liaison Officer)
Maj. Roland GASLIM	Member
Atty. Zoilo ALBERTO	Member
Miss Josefa MANGUBAT	Member
Mr. Benito GONZALO	Member
Mrs. Lolita C. FELEO	Member
Miss Vangie CARCIA	Member
Mr. Norberto FESTEJO	Member
Atty. Simplicio CASTILLO	Member

CONFERENCE SECRETARIAT - SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

Secretary Secrétaire	D.B. REDDY
Conference Affairs Officer Chargé de la Conférence	G. TEDESCO
Reports Officer Chargé des rapports	J.L. MERCADO
Information Officer Chargé d'information	P.R. MENGIN
Documents Officer Chargé des documents	Liang LIKITPRATHAN
Interpreters Interprètes	Miss J. BARRAS Mrs. S. BOUDET Miss M. COLOM J.D. KATZ J. SALA Mrs. N. SALEM Mrs. G. WHYTE TUNG CHING SUNG WANG KUANG MING HSU CHIN HUA MA YAO-YANG
Translators Traducteurs	Mrs. M. DRENIKOFF F. GIBELIN A. MORALES TU NAN CHAI-YUN-CHU HO SHOU-KANG
Secretaries Secrétaires	Mrs. S. BENOIT-NAVA Mrs. C. GILLEBERT-VICARI Mrs. CHEN HSIEN-HUA K. KICHTHAN Mrs. G. LUZI Mrs. D. MORO-D'ALESSANDRO D. TRIUMPHAVONG Miss C.A. UY

FAO STAFF - FONCTIONNAIRES DE LA FAO

Edouard SAOUMA, Director-General
E.M. WEST, Assistant Director-General, Administration and Finance
Department
D.L. UMALI, Assistant Director-General and Regional Representative
for Asia and the Far East
Soesilo H. PRAKOSO, Deputy Regional Representative
C. ARULPRAGASAM, Senior Economist, Far East Group,
Policy Analysis Division
J. COUSTON, Agricultural Production Economist (Farm Inputs),
Agricultural Services Division
Mrs. J. GAASTRA-APREA, Personal Assistant to the Director-General
C.Y. LEE, Regional Marketing Credit and Cooperatives Officer
C.P. PILLAI, Regional Livestock Development Officer
R.N. PODUVAL, Agricultural Planning Economist
D.D. TAPIADOR, Regional Fisheries Officer
J. TURBANG, Regional Forestry Officer
A.G. WOODLAND, Programme Leader, South China Sea Fisheries Development
and Coordinating Programme, Manila

LISTE DES DOCUMENTS

FERC/76/1	Ordre du jour provisoire
FERC/76/1(a)	Ordre du jour provisoire annoté
FERC/76/2	Planification de la promotion des petits exploitants en tant qu'élément constitutif des plans de développement nationaux
FERC/76/3	Intégration culture/élevage/pêche dans les petites exploitations
FERC/76/4	La forêt et le développement communautaire local
FERC/76/5-Rev.1	Mesures d'amélioration de l'offre, de la distribution et de l'utilisation des intrants agricoles
FERC/76/6	Amélioration de la commercialisation et du crédit pour la promotion des petits exploitants
FERC/76/7	Mise en oeuvre du programme prioritaire de la FAO dans la région - rapport du Sous-Directeur général/Représentant régional (y compris les rapports des organes techniques régionaux de la FAO)
FERC/76/8	Programme conjoint FAO/CESAP
FERC/76/9	Orientation des travaux futurs de la FAO dans la région
FERC/76/9-Sup.1	Programme prioritaire de la FAO dans la région
<u>Série FERC/76/INF</u>	
FERC/76/INF/1	Note d'information
FERC/76/INF/2-Rev.1	Projet de calendrier
FERC/76/INF/3	Liste provisoire des documents
FERC/76/INF/4	Election des représentants des régions au GCPAI
FERC/76/INF/5	Représentation des régions en développement auprès du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale (GCRAI)
FERC/76/INF/6	Mise en valeur globale intégrée des bassins versants
FERC/76/INF/7-Rev.1	Liste provisoire des délégués et observateurs
FERC/76/INF/8	Programme de la séance du matin de la Session plénière
<u>Série FERC/76/CONF</u>	
FERC/76/CONF/1	Déclaration liminaire de M. D.L. Umali, Sous-Directeur général/Représentant régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient
FERC/76/CONF/2	Allocution prononcée par M. Edouard Saouma, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient
FERC/76/CONF/3	Allocution prononcée par M. G.Bula Hoyos, Président indépendant du Conseil de la FAO, à la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient
FERC/76/CONF/4	Allocution prononcée par M. D.L.Umali, Sous-Directeur général/Représentant régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour l'Asie et l'Extrême-Orient, à la treizième Conférence régionale pour l'Asie et l'Extrême Orient

Série FERC/76/REP

FERC/76/REP/1
FERC/76/REP/2
FERC/76/REP/3
FERC/76/REP/4
FERC/76/REP/5
FERC/76/REP/6
FERC/76/REP/7
FERC/76/REP/8

Projet de rapport du Comité technique - Partie I
Projet de rapport du Comité technique - Partie II
Projet de rapport du Comité technique - Partie III
Projet de rapport du Comité technique - Partie IV
Projet de rapport du Comité technique - Partie V
Rapport du Comité technique (version approuvée)
Projet de rapport de la Session plénière - Partie I
Projet de rapport de la Session plénière - Partie II

ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. EDOUARD SAOUMA, DIRECTEUR GENERAL

Au nom de l'Organisation et de toutes les délégations ici présentes, je remercie les hôtes de cette Conférence, Son Excellence le Président Ferdinand Marcos et l'Honorable Secrétaire à l'Agriculture, M. Arturo Tanco Jr.

L'accueil chaleureux, l'organisation efficace, l'hospitalité généreuse qui nous ont été dispensés témoignent de l'appui indéfectible que le Gouvernement philippin a toujours assuré à la FAO.

Comme tous les participants, j'éprouve une satisfaction supplémentaire à pouvoir souhaiter la bienvenue à la délégation de la République populaire de Chine qui assiste à sa première régionale.

Mais en même temps, nous voudrions exprimer toute la peine et la préoccupation que nous éprouvons devant les pertes humaines et matérielles provoquées par les récents tremblements de terre de Tangshan et des environs, et par les inondations du Pendjab (Pakistan).

Nous accueillons également M. J.B.P. Maramis, Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Les relations entre notre Organisation et la CESAP sont, faut-il le dire, d'une importance considérable pour la Conférence et il est bon que M. Maramis soit des nôtres.

Monsieur le Président, Messieurs les délégués, ce n'est pas sans une émotion particulière que je prends la parole aujourd'hui. Je me sens, d'une certaine manière, de retour au pays.

Je ne suis pas un étranger pour l'Asie. Ma première affectation avec la FAO fut dans cette région. Je dirigeais le Bureau de la FAO à New Delhi, qui desservait l'Asie et l'Extrême-Orient.

Deux années et demie à ce poste ont laissé en moi une marque profonde et durable. Elles m'ont permis de me familiariser avec nombre des problèmes de l'agriculture de cette région, ainsi qu'avec ses potentialités; elles ont donné corps à mon espoir de jouer un rôle plus complet dans la lutte que vous menez contre la faim et la misère. Les profondes amitiés personnelles que je nouai alors et l'estime que j'ai conçue pour vos pays et pour vos peuples ont eu une grande valeur.

C'est sur cette toile de fond que, au fil des ans, j'ai acquis une conviction profonde dans la mission de la FAO assortie d'une conception très pragmatique de la manière d'accomplir notre tâche qui est d'aider à nourrir ceux qui ont faim.

Cette Conférence régionale, Monsieur le Président, est la première à se tenir depuis la soixante-neuvième session du Conseil de la FAO, à l'occasion de laquelle vos gouvernements m'ont confié le mandat écrasant d'appliquer les approches nouvelles que j'avais proposées.

Le Conseil, je suis heureux de le dire, a rompu avec ses habituels débats sur les questions de postes, de reclassements, de réunions et autres tâches ménagères. En revanche, il a revu de la manière la plus sérieuse et la plus fondamentale les objectifs de l'Organisation et son avenir.

A l'issue de nos délibérations, la conviction était claire qu'il fallait secouer la FAO, l'arracher à son conservatisme, à son optimisme béat, la faire sortir de sa tour d'ivoire et la transformer pour la rendre capable de trouver de nouveaux moyens de s'attaquer à la famine et aux disettes qui terrassent des millions de pauvres gens, spécialement en Asie.

L'Organisation ne peut, selon moi, se permettre de s'enliser et de se dessécher dans des inconséquences, alors que de plus en plus le monde aspire à un nouvel ordre économique inter-

national. Les exigences de l'humanité, si longtemps négligées, poussent à instaurer un nouveau système de relations économiques fondé sur l'équité et la compassion. Un tel système ne saurait tolérer la recherche délibérée de l'iniquité et de l'injustice.

Au Conseil, les représentants de l'Asie ont pour ainsi dire unanimement appuyé la nouvelle orientation proposée. Cela est très encourageant si l'on songe la taille et l'importance de cette région.

En définitive, nous pouvons dire que la FAO sort de tout cela renouvée dans son esprit et dans sa forme. Nous nous trouvons donc aujourd'hui, à Manille, en mesure de discuter en termes très concrets des nouvelles dimensions à donner à notre objectif commun qui est de repousser les menaces de famine.

J'ai deux raisons de me réjouir de cette circonstance.

L'une découle de l'arithmétique simple mais inquiétante de la région.

L'Asie compte maintenant plus de 2 milliards d'êtres humains. Presque deux fois plus qu'en 1950, époque à laquelle le mot "développement" s'est glissé pour la première fois dans le vocabulaire des organisations internationales. Quatre-vingts pour cent environ de cette population vivent en collectivités rurales, à l'étroit sur 80 millions d'exploitations agricoles individuelles et morcelées. Quatre cents millions de personnes au bas mot gagnent moins de 50 dollars par an - seuil arbitraire mais éloquent de la pauvreté absolue pour les économistes. Plus de 270 millions de ces personnes sont concentrées dans l'Asie du Sud-Est. D'après une étude FAO/OMS, un individu sur quatre dans cette région souffre de malnutrition grave.

Cent millions encore sont contraints de pratiquer l'agriculture itinérante sur brûlis. Pour la plupart d'entre eux, c'est tout simplement l'unique moyen de survie.

Mais on peut déjà observer, dans le recul régulier de la forêt, les effets significatifs de cette exploitation abusive des écosystèmes de la région - seuls garants des ressources alimentaires de l'avenir.

Pour beaucoup de pays d'Asie, le problème a été aggravé ces dernières années par l'érosion de leur capacité d'acheter des aliments aux pays riches. Nombre d'entre eux se retrouvent gros importateurs de vivres. On s'attend à ce que la valeur des importations alimentaires asiatiques en 1976, année relativement favorable, dépasse 1 900 millions de dollars, soit plus de quatre fois le coût des importations alimentaires de 1972.

Cette tendance ne peut se poursuivre à l'infini. Elle doit être renversée. Il est donc évident que c'est dans le secteur rural que l'Asie a le plus grand besoin d'effectuer une percée. Plus que pour toute autre région, son avenir est lié à celui de son agriculture.

La seconde raison est que je suis résolu à éliminer de la FAO toute trace de ce paternalisme qui a sapé une bonne partie de notre vitalité dans le passé.

Il existe maintenant, aussi bien en Asie qu'ailleurs dans le monde, un acquis suffisant pour ouvrir la voie à un progrès intelligent, encourager et aider les cultivateurs des villages à planter, à semer et à moissonner.

Dorénavant, nos conceptions, nos projets - et par-dessus tout nos comportements - démontreront que nous sommes sensibles à vos idées, à vos priorités, à vos besoins.

Je suis un réaliste. Et je ne me fais guère d'illusions au sujet de l'ampleur du problème de l'alimentation. C'est le sens du réalisme qui m'a incité à dire en juillet au Conseil: "Le problème de la faim et de la malnutrition ne sera pas complètement résolu d'ici dix ans. La rhétorique peut remplir des salles de conférences. Elle ne remplit pas les estomacs."

Ce même esprit de réalisme nous fait également constater que les chances d'une percée en secteur rural reposent en ultime recours sur les hommes qui produisent les aliments.

En Asie, ce sont les petits exploitants.

Il est vrai que le petit cultivateur est misérable, que ses outils sont rudimentaires, sa productivité faible, qu'il n'a pas le moyen de se faire entendre et mène, avec sa famille, une existence tronquée par la maladie, diminuée par l'ignorance et par le peu d'espoir qu'il a d'échapper à son sort.

Et pourtant, cet homme frêle est le seul qui soit capable de produire la nourriture de demain. Nous devons nous unir pour l'épauler - si ce n'est par altruisme, du moins par instinct de conservation tout simplement. Car, sans une percée dans les campagnes, les perspectives qui s'offrent à l'Asie restent bien sombres en vérité.

Voilà pourquoi j'estime que le thème de notre Conférence - accroître la productivité des petits exploitants et la qualité de leur existence - est singulièrement approprié.

C'est précisément pour soutenir les pays qui cherchent à faire décoller le secteur rural que l'Organisation se lance dans une nouvelle voie. Mes propositions politiques montrent où doivent s'exercer les poussées principales et préconisent essentiellement ceci:

- Mettre davantage l'accent sur l'investissement dans la production alimentaire et agricole;
- Créer un Programme de coopération technique qui, dans certaines limites, donnera à la FAO une possibilité nouvelle de réagir instantanément et avec souplesse à des besoins d'urgence, à court terme, des Etats Membres;
- Mettre l'accent sur la décentralisation au niveau des pays et nommer progressivement des représentants entièrement FAO dans les pays qui le souhaitent;
- Dans les programmes, diminuer l'importance accordée aux études, réunions et autres exercices théoriques, au profit d'opérations à caractère pratique, urgentes et nécessaires, visant à produire des résultats tangibles dans les pays.

Je suis heureux d'annoncer que nous sommes déjà à l'oeuvre.

Des mesures ont déjà été prises dans le cadre du Programme de coopération technique (PCT) pour ouvrir des crédits en faveur de deux pays, qui se trouvent faire partie de la région, en attendant une aide d'autres sources.

Cette aide est nécessairement modeste mais elle vient à point et rendra plus efficace toute assistance qui proviendra ultérieurement d'autres sources.

Pour stimuler l'afflux des capitaux vers le développement agricole, je vais donner à la FAO des capacités accrues d'attirer l'investissement. Plus étoffé, le Centre d'investissement devrait être à même d'assurer aux pays qui en ont besoin des formes d'aide très diverses, pour que ceux-ci puissent mettre au point davantage de projets d'investissement bien préparés. Les services offerts par la FAO couvriront l'identification, la préparation et l'exécution de tels projets.

Le Fonds international de développement agricole va constituer bien entendu une nouvelle et importante source de crédits pour des projets sérieux. Suivant les instructions de la Conférence et du Conseil de la FAO, je fais actuellement tout mon possible pour que s'instaure une étroite coopération entre l'Organisation et le Fonds, dès que celui-ci deviendra opérationnel.

L'importance de ce Fonds pour l'amélioration de l'agriculture et l'augmentation de la production alimentaire dans le tiers monde ne saurait être surestimée. Il aura fatalement une grande influence sur la FAO. Nous devons nous tenir prêts à remodeler l'Organisation et ses activités en conséquence.

Le Programme alimentaire mondial représente pour le développement une autre ressource d'importance croissantes.

Son budget de 750 millions de dollars pour l'exercice en cours en fait un atout majeur dans les activités de développement qui intéressent au plus haut point la FAO. Nous devons maximiser l'impact des projets du PAM sur le développement agricole.

Avec le Programme de coopération technique, la FAO sera en mesure d'offrir aux pays en développement un type nouveau et souple d'aide à l'agriculture. Nous connaissons, vous et moi, nombre de ces cas dans lesquels une aide relativement modeste mais fournie rapidement peut avoir une valeur pratique sans commune mesure avec son importance. La gamme des situations de ce genre est extrêmement vaste.

J'attache cependant une importance particulière à une formation innovatrice en milieu rural, spécialement au niveau des villages. La formation au niveau moyen, et dans une certaine mesure au niveau supérieur, a son importance, mais la FAO ne s'est pas suffisamment occupée des besoins du petit exploitant, du pêcheur artisanal et de l'ouvrier forestier.

Je note avec satisfaction que huit gouvernements de la région ont apporté leur coopération à notre équipe opérationnelle chargée des petits exploitants, lui permettant ainsi de travailler dans 16 zones rurales et de mettre au point une méthodologie intéressante et exceptionnelle au service des pauvres des campagnes. A la trente-deuxième session de la CESAP, le PNUD a fait remarquer que l'approche adoptée par la FAO en matière de promotion des petits exploitants constituait un modèle à suivre.

Pour aider les gouvernements à pousser leur action jusqu'à ces niveaux, la FAO continuera d'explorer de nouvelles méthodes et de nouvelles idées, mais cela toujours bien sûr à la demande des gouvernements, des institutions nationales et avec leur pleine coopération.

Même si la première mise de fonds du Programme de coopération technique est par la force des choses relativement modeste, il faut le situer dans son contexte. Elle aura pour rôle de catalyser et multiplier d'autres grandes sources de fonds pour le développement.

Ainsi qu'en a décidé le Conseil, les projets seront à court terme, d'une durée maximum d'un an. Nous nous attacherons spécialement mais non exclusivement aux besoins des pays les moins développés et des pays les plus gravement éprouvés.

La répartition des crédits demandera beaucoup de discernement et de soin, et aussi quelque imagination. Je m'emploie personnellement à mettre au point des critères et des procédures plus détaillées.

Votre compréhension et votre patience auront une grande importance pour la réussite du Programme de coopération technique.

La question de la décentralisation intéresse de toute évidence les conférences régionales. Comme vous le savez, je suis parvenu à la conclusion - à laquelle le Conseil s'est rallié - que la décentralisation au niveau des pays et la mise en place de représentants de la FAO constituent, à ce stade, la meilleure solution.

Après tout, c'est dans chaque pays que sont prises les décisions qui influent sur la situation nationale de l'alimentation et de l'agriculture. Je suis heureux de dire que la soixante-neuvième session du Conseil de la FAO a pleinement entériné mes propositions à ce sujet.

J'insiste sur l'expression "à ce stade" car la porte reste ouverte à un examen permanent et nécessaire du rôle, des fonctions et des responsabilités des Bureaux régionaux.

Pour le moment, toutefois, je ne cherche pas à trancher, comme il aurait fallu le faire par exemple si l'on avait créé, dans les Bureaux régionaux, les très nombreux nouveaux postes techniques qui avaient été demandés pour le présent exercice.

Cette pause sera salutaire. Elle nous laissera le temps de prendre éventuellement des décisions fondées sur une approche mieux pensée.

D'ici là, je pense que les nouveaux représentants de la FAO peuvent constituer un maillon entre les Bureaux régionaux et les pays, ce qui renforcera l'efficacité des Bureaux et facilitera les activités de suivi au niveau des pays.

Je compte sur eux pour entretenir avec les responsables nationaux des décisions les relations de personne à personne indispensables à des interventions promptes et sûres dans tous les domaines qui relèvent de la compétence de la FAO.

J'attends aussi qu'ils forgent des relations de travail entre la FAO et les institutions nationales, conformément aux souhaits que les pays en développement ont exprimés si vigoureusement lors de la dernière session de la Conférence de la FAO.

Les représentants de la FAO pourront inciter les pays en développement à coopérer en vue d'une meilleure diffusion des connaissances et de l'expérience que possèdent leurs institutions nationales respectives en matière d'agriculture. Ils devront aussi aider le personnel de terrain de la FAO à améliorer son efficacité, là encore en instaurant d'étroites relations de travail.

Je voudrais ici rendre hommage à notre personnel de terrain pour son dévouement professionnel et la patience dont il a fait preuve dans les moments difficiles provoqués par la crise de trésorerie qui a inopinément frappé le Programme des Nations Unies pour le développement. La FAO a pris des mesures pour y remédier, mais de nombreux agents se trouvent encore aux prises avec des difficultés regrettables.

Je voudrais aussi dire quelques mots des relations entre nos Bureaux régionaux et les Commissions économiques régionales des Nations Unies, lesquelles traversent une période de transition, situation qui n'est pas toujours facile.

Vous aurez pris connaissance du bref compte rendu des activités menées par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique en coopération avec la FAO, tant dans le cadre de notre Division mixte qu'indépendamment de celle-ci.

J'aimerais que la Conférence régionale me fasse connaître ses vues sur la répartition des fonctions et des activités entre la FAO et la CESAP et plus particulièrement le Comité du développement agricole.

Puisque nous sommes aux Philippines, je saisisrai cette occasion pour rendre hommage à l'Institut international de recherche sur le riz, de Los Baños. Ses réussites sont bien connues et ont bénéficié au monde entier.

Je voudrais aussi exprimer mon admiration pour la tâche accomplie par le Centre régional de l'Asie du Sud-Est pour les études universitaires et la recherche en agriculture (SEARCA), ainsi que par le Conseil philippin pour la recherche et les ressources agricoles (PCARR).

J'ai déjà évoqué l'utilisation accrue qui pourrait être faite des institutions nationales. Celles-ci pourraient aussi participer aux efforts de la FAO en ce qui concerne la formation au ras du sol.

Nous pourrions notamment les utiliser pour combattre les tensions écologiques croissantes qui affligent la région par suite du saccage incontrôlé des bassins versants. Il faut de toute urgence élaborer des programmes d'aménagement et de conservation des terres et des eaux conçus pour les petits agriculteurs.

Parmi les nombreux autres sujets qui méritent attention, je citerai ceux qui ont une grande importance pour la région.

Les petits exploitants et pêcheurs constituent l'écrasante majorité de la population de la région. Je suis convaincu que les gouvernements feront tout leur possible pour les entraîner dans le courant du développement.

Sur un plus vaste front, le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation est désormais pleinement opérationnel et fournit en temps voulu des évaluations de la situation et des perspectives de récoltes aux 85 pays membres qui en font partie, dont 11 pays gros producteurs de denrées alimentaires de la région.

Le Programme d'assistance pour la sécurité alimentaire est lui aussi désormais opérationnel. A leur demande, il aide les pays en développement intéressés à formuler leurs politiques et programmes nationaux de réserves alimentaires, et mobilise les ressources extérieures nécessaires pour les projets identifiés. Plusieurs missions techniques ont déjà été envoyées à la demande de gouvernements de la région.

Je suis heureux de signaler qu'un nombre croissant de pays donateurs ont promis d'appuyer ce programme, sous forme soit d'une aide technique pour l'amélioration de l'entreposage soit de fonds pour l'achat surplace de céréales destinées à des stocks de réserve.

Ce travail est cordonné par le nouveau Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui contrôle les mesures prises par les pays pour mettre en oeuvre l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale.

Ces deux programmes sont très importants pour la région et pour la conférence. En effet, en période de soudure, les approvisionnements alimentaires sont si précaires que des millions de personnes doivent lutter pour simplement assurer leur survie.

Le rôle de la FAO dans la région doit être replacé dans le contexte de l'énorme bataille qui se livre pour assurer au tiers monde une nourriture suffisante et un niveau de vie décent. La FAO peut aider les gouvernements à atteindre les objectifs qu'ils se fixent, mais c'est à ceux-ci qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires. Ce sont les gouvernements qui en ont la responsabilité en premier et ultime recours.

Il serait aussi présomptueux que superflu de ma part de vous faire un exposé sur les besoins et les priorités. Vous veillerez vous-mêmes à ce que la Conférence identifie d'une part les opérations qui doivent et peuvent être entreprises aux plans régional et plurinational pour appuyer les plans et programmes des pays et, d'autre part les politiques et priorités que la FAO doit suivre, en particulier à moyen et à long terme.

Ce qui compte c'est le courage et la détermination et une imagination allant de pair avec le sens pratique.

Répondre aux besoins des 2 250 millions d'habitants de la région représente un défi atterrant mais j'estime que ce défi peut être relevé.

Mon souci constant sera d'amener la FAO à jouer un rôle plus ample et plus fécond dans l'effort commun mené pour améliorer le bien-être des masses rurales.

ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL DE LA FAO

C'est un grand honneur pour moi que de me trouver parmi vous en qualité de Président indépendant du Conseil de la FAO.

Cette Conférence régionale est la première à se tenir depuis la réunion du Conseil de juillet dernier, au cours de laquelle nous avons examiné les propositions du Directeur général concernant une révision de la politique, des programmes et des structures de l'Organisation, révision invoquée dans une résolution adoptée par la Conférence. C'est donc vous qui aurez le privilège d'analyser, les premiers, la manière dont les décisions du Conseil vont influencer sur les activités futures de l'Organisation, en particulier dans cette région, question qui pourrait se poser à propos du point 10 de votre ordre du jour.

Etant donné la manière dont se sont déroulés les débats du Conseil et les résultats obtenus, j'ai personnellement l'impression que les gouvernements ont voulu réaffirmer une fois de plus leur conviction que la FAO doit améliorer ses résultats et l'efficacité des travaux qu'elle accomplit pour ses Etats Membres, et en particulier pour les pays en voie de développement.

La persistance de la crise alimentaire mondiale, l'importance croissante de l'agriculture dans la grande majorité des pays en développement et la résolution politique des gouvernements d'instaurer une coopération internationale réelle et efficace, projettent la FAO dans un rôle singulièrement important, comportant une haute responsabilité; notre Organisation ne pourra s'en acquitter de façon satisfaisante qu'en révisant ses plans de travail pour les adapter à la nouvelle tournure que prennent les problèmes, et ce en restant à tout moment en contact direct avec les pays afin de percevoir leurs aspirations et leurs besoins tels qu'ils sont dans la réalité.

A mon avis, la FAO doit évoluer. Une organisation du caractère et de l'importance de la nôtre, dotée de ressources et d'un personnel aussi considérables, ne peut rester un spectateur passif face à l'afflux constant et croissant de l'aide alimentaire, non plus qu'un simple instrument météorologique chargé d'enregistrer les variations du temps, seuls facteurs influant sur l'amélioration de la situation agricole et alimentaire aujourd'hui. De cette façon, les Etats les plus sévèrement touchés par la crise dépendraient à perpétuité de ceux qui peuvent offrir cette assistance. Or, ce n'est ni dans cette idée ni dans cet objectif que la FAO a été fondée.

La FAO doit consacrer toute son énergie à doter les pays en développement des bases solides et stables qui garantiront l'expansion de leur production agricole, seul moyen pour eux de s'affranchir progressivement de leur état de dépendance. Les conditions particulières qui caractérisent quelques-uns des pays de cette région devraient inciter la FAO à chercher des moyens nouveaux et plus pratiques de les aider.

Je note avec satisfaction que l'étape technique qui a précédé cette Conférence plénière a traité de nombreux aspects de la nouvelle orientation du programme de la FAO, par exemple de l'accent plus net mis sur certaines activités susceptibles de soutenir plus directement l'expansion de la production agricole, la stimulation des investissements destinés au développement, et l'intérêt accru porté aux petits exploitants.

Ainsi, un utile travail de préparation a-t-il été accompli en vue de cette Conférence, dont les résultats permettront sûrement à la FAO d'améliorer son action dans la région et apporteront des orientations qui pourront renforcer les programmes et les politiques de notre Organisation.

Il est réconfortant de voir les représentants d'Etats se situant à des niveaux de développement différents réunis dans le cadre de cette Conférence pour échanger des expériences et essayer de formuler des recommandations propres à rendre plus dynamique et plus positive l'action de la FAO en Asie et en Extrême-Orient.

Sous ces heureux auspices, Monsieur le Président, Messieurs les délégués, cette réunion réaffirme cette volonté de compréhension mutuelle, constructive, éloignée de tout esprit de confrontation, dont j'ai voulu que s'inspire la session du Conseil et qui forme le fondement le plus solide de la coopération internationale.

J'ai été extrêmement heureux de retrouver ici de distingués collègues et amis avec lesquels, pendant des années, j'ai partagé l'expérience du travail à la FAO. En marge des aspects officiels de cette réunion, ces satisfactions d'ordre personnel favorisent fortement l'amitié et l'esprit de camaraderie.

Tout ceci se passe à l'occasion d'une réunion qui a pour cadre enchanteur Manille, capitale de votre noble République, Monsieur le Président, à laquelle nous lient, nous Latino-américains, des liens anciens et solides d'admiration et de sympathie.

En Amérique latine, nous nourrissons tous une profonde affection pour les Philippines et pour la population de cette grande nation qui possède avec les nôtres tant de traits communs. C'est pour cela que je m'y suis senti aussi à l'aise dès le moment de mon arrivée. J'adresse mille et un remerciements au Gouvernement et au peuple philippins pour toutes leurs amabilités et attentions.

Quant à vous, Monsieur le Président, vous n'êtes pas seulement le Ministre à qui il échoit aujourd'hui de présider la Conférence qui se déroule dans votre pays. Vous avez participé à maintes réunions de la FAO, avec une compétence et des connaissances dont je me suis véritablement émerveillé. Le fait que cette réunion se déroule sous votre autorité est un signe infailible qu'elle obtiendra le succès que je lui souhaite très sincèrement au nom du Conseil de la FAO.

Je vous remercie.

ALLOCUTION PRONONCEE PAR M. D.L. UMALI
SOUS-DIRECTEUR GENERAL/REPRESENTANT REGIONAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS
UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE POUR L'ASIE ET L'EXTREME-ORIENT

Quatre ans à peine avant son exécution, le héros national des Philippines écrivait à son professeur, à Manille: "La vie même, qu'est-elle si elle n'est pas dédiée à un grand idéal?"

Et répondant à sa propre question, José Rizal proposait une parabole inspirée par les champs qui entourent sa ville natale - Calamba - que vous avez vue hier sur le chemin de l'Institut international de recherche sur le riz. "C'est, écrivait-il une pierre perdue dans un champ, qui ne fait partie d'aucun édifice."

Nous voici réunis aujourd'hui dans le pays de Rizal, engagés dans un mouvement mondial au service d'un idéal humain - celui de nous aider mutuellement à libérer du fléau de la faim les pauvres de nos pays. Ce "grand idéal" a inspiré les paroles du Président, du Directeur général et des autres orateurs. Tous ont exprimé leur reconnaissance au Gouvernement des Philippines, qui accueille pour la deuxième fois la Conférence régionale, preuve du soutien qu'il apporte à cet idéal.

C'est dans cet esprit, Monsieur le Président, que je m'associe à eux et, avec votre permission, ce sera à un double titre, comme Représentant du Bureau régional et comme originaire de ce pays.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'exprimer également notre gratitude au Président Ferdinand Marcos, à M. Arturo Tanco, Secrétaire à l'agriculture, et à M. Carlos J. Valdez, Ambassadeur des Philippines auprès de la FAO. La parfaite organisation dont nous profitons aujourd'hui est pour une grande part le résultat de leur généreux concours.

Nous sommes tous également redevables au personnel de la Conférence, qui n'a pas ménagé sa peine pour assurer la bonne marche de nos travaux et l'agrément de notre séjour.

Monsieur le Président, Messieurs les délégués: deux ans ont passé depuis notre réunion de Tokyo. En ce bref laps de temps, nous avons vu le monde s'éloigner, combien lentement, de l'abîme d'une famine généralisée.

Mais nos réserves alimentaires ne sont pas encore regarnies. La sécheresse a frappé récemment certaines parties de l'Australie, de la Thaïlande et de la Malaisie. Les inondations perturbent le Bangladesh et la Birmanie et, tout récemment encore, la mousson n'arrosait que partiellement l'Inde et Sri Lanka.

Cela doit nous rappeler ce "péril permanent" dont parlait si justement le Directeur général pour caractériser la situation.

Mais durant la même période, nous avons également vu naître le Fonds international de développement agricole. Dans notre maison même, un Directeur général, pourvu d'un nouveau mandat, s'efforce de donner à la FAO une dimension nouvelle.

Face aux vieux périls donc, des initiatives neuves.

Le Directeur général nous a déjà expliqué ce que sont ces "nouvelles approches". La FAO cessera de se cantonner dans l'optimisme béat de ses anciens modes d'action.

Je voudrais faire deux brèves observations qui, à mon avis, donnent une certaine idée de la région.

Premièrement: l'une des phrases les plus désolantes que l'on puisse entendre, en quelque langue que ce soit, est "Nous avons toujours fait ainsi." Elle signifie rigidité, renonciation à la créativité. La routine étouffe l'initiative. Au lieu de persuader, on décrète. Lorsqu'il s'agit de développement, cela constitue non pas une excuse, mais une notice nécrologique.

Or, le Directeur général nous a montré de manière frappante comment, sous son administration, la FAO rejette les notices nécrologiques. Juste avant l'ouverture de notre Conférence, le Lao a demandé à la FAO de l'aider à combattre les attaques des ravageurs du riz. Trois heures après que le spécialiste régional de la protection des plantes - qui soit dit en passant est secrétaire de notre Conférence - eût remis son rapport, le Directeur général autorisait l'achat et l'envoi des pesticides nécessaires. Ce fait révèle la conviction que l'action est le fondement même de la crédibilité.

Deuxièmement: l'un des engagements les plus importants qu'ait annoncé M. Saouma est celui d'extirper de la FAO tout soupçon de paternalisme.

En fait, le Directeur général demande aux Etats représentés ici de l'aider dans sa tâche, de devenir des partenaires actifs dans la lutte contre la faim au lieu de rester sur la réserve, en observateurs passifs, découragés par le paternalisme d'antan.

La nouvelle politique laisse place à l'initiative locale, elle est ouverte aux points de vue et aux priorités des pays. Elle atteste une volonté d'en finir avec la rigidité des anciens systèmes de travail de la FAO. Comme certains d'entre vous l'ont justement noté, ceux-ci étaient souvent sans grand rapport avec les besoins réels de nos villages.

Je suis sûr que la Conférence réagira généreusement à cette invitation qui est, somme toute, une exhortation à ranimer l'alliance contre le fléau de la pauvreté.

D'après les rapports qui ont été présentés ici même, Monsieur le Président, le déficit alimentaire brut pourrait fort bien s'établir entre 95 et 108 millions de tonnes en 1985. Raison de plus pour serrer les rangs. Selon l'antique proverbe des paysans d'Asie, "Si tu veux battre un tigre, fais-toi aider par ton frère."

Point n'est besoin, Monsieur le Président, de reprendre les chiffres consternants que nous avons entendus. A ce stade, mieux vaut dégager certaines tendances significatives qui pourraient nous aider à concevoir nos approches futures.

D'un côté, nous avons un contexte de tensions sociales en mutation rapide. Un autre secteur est constitué par les courants profonds que libère la psychose de pénurie. Vient enfin l'apparition de ce qui a été justement appelé "l'économie de l'unicité des aspirations".

Examinons de plus près certains de ces points.

La population représente, faut-il le dire, le facteur crucial. Selon une étude de la FAO, d'ici six ans, la région comptera 287 millions d'habitants de plus. La simple vitesse acquise en raison des taux de croissance antérieurs en donne la certitude.

La nourriture est le problème corollaire. A l'horizon de 1985 et sur la base du croît actuel de la production - 2,4 pour cent - il est fort possible que la région connaisse un déficit céréalier pouvant aller de 46,3 à 54,8 millions de tonnes.

Si nous voulons remplir nos greniers, nous devons globalement porter à 4,2 pour cent le taux de progression de la production céréalière.

Le pouvons-nous?

Les réactions des pays déficitaires de la région différeront. Certains ont de l'argent. Leur commerce et leurs industries leur rapportent assez de devises pour qu'ils puissent acheter sur les marchés mondiaux.

Dans le second groupe, la production et les moyens financiers sont limités. La production est complétée par des importations toujours plus coûteuses. Le problème n'est pas insoluble, mais il est clair qu'il requiert un effort de plus en plus lourd.

Toutefois, c'est l'Asie du Sud qui est au coeur du problème alimentaire. Ici, le déficit alimentaire est aggravé par la faiblesse des revenus qui, dans certains cas, n'atteignent pas 100 dollars par personne et par an. Environ 412 millions de pauvres s'entassent dans quatre pays seulement.

Les conséquences de cette situation sur la quantité et la qualité de l'alimentation sont effrayantes. Mais je voudrais vous signaler une prévision qui est passée relativement inaperçue. En conséquence de la reprise industrielle, les achats de pétrole aux pays de l'OPEP - 27 millions de barils par jour actuellement - pourraient monter en flèche et atteindre jusqu'à 37 millions de barils en 1985.

Quelles seront en dernière analyse toutes les conséquences d'un tel envol de la courbe, je n'en sais rien, mais une chose est évidente: les prix des engrais, des pesticides, du fuel pour les pompes d'irrigation et les tracteurs et des autres facteurs de production agricole sont déjà prohibitifs pour les petits exploitants asiatiques. L'évolution prévue ne fera qu'accroître encore leurs difficultés d'approvisionnement.

On observe d'autres indices alarmants, à savoir la montée en spirale des prix du bois de feu et l'utilisation toujours moindre des bouses comme engrais.

Dans nos villages, l'énergie provient principalement du bois et du charbon de bois. Or, le prix de ces produits a triplé car la hausse des prix pétroliers en a intensifié la demande. Les forêts, déjà dévastées par l'essartage, ont de moins en moins à offrir.

Actuellement, les bouses sont de plus en plus utilisées comme combustibles, ce qui réduit la quantité de matières organiques disponibles pour reconstituer des sols surexploités.

Rien d'étonnant donc si les prix tendent à s'envoler au moindre signe de rupture des approvisionnements. Il existe une "hantise des pénuries". Et ce sont les pauvres qui en font les frais.

Tout cela contribue à accroître la pression que subissent les structures de l'agriculture asiatique. Sa productivité souffre déjà du morcellement des terres et de l'iniquité des régimes fonciers. Le biais vers l'urbanisation présent dans nombre des politiques actuelles accentue encore ces distorsions.

Ces politiques sont héritées des stratégies du développement qui ont été de mode ces vingt dernières années.

Elles ont bloqué les investissements agricoles et on a préféré une injection massive de ressources dans de petites enclaves urbaines modernes - et souvent artificielles. Celles-ci ont été calquées sur les modèles offerts par les pays développés et elles reposent sur une planification du haut vers le bas et sur des doses massives d'aide étrangère. Pour satisfaire l'avidité des industries lourdes, grandes dévoreuses de capital et d'énergie, on a réduit les campagnes à la misère.

Certains avantages devaient "percoler" de ces enclaves vers les campagnes. On ne les a jamais vus. En réalité, le revenu des couches de population les plus démunies - ces 10 à 20 pour cent qui sont pauvres entre les pauvres - n'a fait que diminuer en termes absolus. Le fardeau le plus lourd est tombé sur les plus faibles.

Aujourd'hui, ces stratégies sont pratiquement à bout de souffle. Et les disparités qu'elles ont créées sont telles qu'on peut lire dans un rapport: "Les gouvernements asiatiques, enracinés dans de grandes villes, semblent engagés dans une lutte toujours plus âpre avec leur propre paysannerie et, presque partout, les paysans sont les perdants."

Le déferlement effroyable de ces vaincus sur des cités mal préparées et, du coup, le foisonnement des méga-bidonvilles constituent certaines des conséquences ultimes de ces politiques anti-campagnes. Et cet exode survient au moment même où il faudrait maintenir la population à la terre.

La réaction est amorcée. Certaines villes ont été vidées d'autorité. Mais à l'échelon mondial, la possibilité d'endiguer ce flot à bref délai est mince.

En fait, Monsieur le Président, le cadre traditionnel du conflit s'est modifié. De nos jours, les tensions sociales les plus redoutables n'opposent plus le travail au capital, ni les intérêts nationaux aux intérêts étrangers.

L'affrontement le plus dangereux s'est établi entre, d'une part, une majorité rurale misérable, inorganisée et sans voix au chapitre et, d'autre part, une minorité urbaine qui sait se faire entendre.

Les politiques qui ont relégué l'agriculture au bas bout de la table exercent d'autres effets encore plus néfastes.

L'un d'eux est une plus grande inégalité des chances.

Selon l'Institut d'études du développement de l'Université du Sussex, les enfants des villes d'Asie ont 8 fois et demie plus de probabilités d'accéder à l'enseignement supérieur que les petits villageois. Sur le plan des soins médicaux, les possibilités des citadins sont quatre fois celles des ruraux.

C'est là un prix exorbitant. Le Président Mao nous rappelle avec raison que: "Parmi tout ce qui est au monde, c'est le peuple qui est le plus précieux."

Autre conséquence, la nullification des perspectives de croissance à long terme.

Pour les pays pauvres, l'unique espoir de croissance réside non dans l'aide étrangère, qui va s'amenuisant, ni dans les industries à haut coefficient de capital, qui dépassent leurs moyens, mais dans l'utilisation à peu de frais de leurs ressources indigènes, et en particulier de leurs énormes réserves de main-d'oeuvre agricole.

Or, les politiques biaisées en faveur de l'urbanisation excluent cette approche.

Les attentes accentuent les tensions bien au-delà de ce que nous soupçonnons. On a dit à juste titre que notre monde - quelles que soient les différences de système économique ou de structures politiques - évolue vers l'unicité des aspirations. "Le monde est devenu une seule économie dans ses attentes, ses réactions et son comportement. C'est un fait sans précédent dans l'histoire humaine.

Quelle est donc la solution?

Il y a bien des années, l'un des grands maîtres de l'Asie a montré la voie. "Produisez ce dont vous avez besoin - disait le Mahatma Gandhi - et réduisez vos désirs."

La spirale des besoins est l'aiguillon qui pousse la plupart de nos pays à chercher une percée dans les campagnes.

On tâtonne pour trouver des solutions. De nouveaux modèles se dessinent. C'est pour cela que l'expérience chinoise en matière de développement appelle de notre part un intérêt croissant. Ce développement prend racine dans une agriculture autonome et compte sur le petit cultivateur qui arrive justement à produire de quoi satisfaire les besoins de plus de 800 millions de personnes.

Cette quête est aussi en train de se cristalliser autour d'un consensus approximatif.

On reconnaît maintenant, par exemple, qu'en Asie le lien déterminant du développement, c'est le village et qu'un soutien de type paternaliste à l'agriculture se condamne soi-même.

Lentement, souvent à contre-cœur, de plus en plus de gens admettent que la participation des agriculteurs, au niveau du village, aux processus de prise des décisions constitue l'unique moyen d'exploiter des ressources locales. Réciproquement, elle offre une base stable, peu coûteuse, pour une croissance soutenue.

A mesure que se fanent les illusions politiques d'hier, un nouveau réalisme se fait jour. Il a conduit à redécouvrir le petit agriculteur.

D'après les estimations actuelles, 400 millions de métayers, de manoeuvres agricoles sans terres, et de paysans travaillent de minuscules parcelles de terres infertiles. Cent autres millions tirent une maigre pitance de l'agriculture sur brûlis. Deux cent soixante-dix millions d'hommes environ végètent au-dessous des niveaux de subsistance.

Les statistiques ne disent pas tout ce que représente en vérité la misère, l'isolement, l'impuissance qui harcèlent ces gens. Le fait est pourtant qu'ils sont les seuls à pouvoir faire ce que Gandhi demandait: produire pour satisfaire les besoins de nos frères affamés.

En Asie, l'agriculture est entre les mains des petits exploitants. Cela est vrai aujourd'hui. Cela le restera pendant les années à venir. L'espoir de l'Asie d'effectuer une percée dans les campagnes repose donc sur le petit agriculteur.

Il est déjà trop évident que l'une des raisons pour lesquelles beaucoup trop de projets de développement entrepris dans la région n'ont jamais pris racine tenait à notre incapacité de parvenir jusqu'à cet homme. Nous ne lui prêtons pas une oreille attentive, nous ne lui faisons pas confiance et nous sommes par conséquent bien incapables de lui venir véritablement en aide. Tout au contraire, nous l'avons paralysé en lui imposant d'en haut des programmes de type paternaliste.

Rien d'étonnant donc à ce que nous ayons obtenu une "récolte record" de projets pilotes, rarement susceptibles d'être reproduits dans les conditions de terrain qui existent en Asie.

La réponse que nous pourrons faire à l'appel de Gandhi de produire suffisamment pour nos besoins dépend de la manière dont nous mobiliserons nos pauvres des campagnes. Pour cela il faut que nous ayons foi dans le petit cultivateur.

Ne nous laissons pas égarer par sa pauvreté, ses horizons étroits ou son absence de bonnes manières. Dans un monde âpre, il a réussi à assurer sa propre survie et celle de sa famille - et ce n'est pas une mince victoire. Si seulement nous lui faisons voir quelles sont ses possibilités, si nous l'aidons à briser les chaînes qui le ligotent, il est capable de se découvrir une créativité exubérante.

Cette semaine nous allons examiner le rapport de notre Comité technique. Ce document énumère diverses solutions grâce auxquelles nous pouvons combler des lacunes institutionnelles et celles intangibles mais bien réelles de nos comportements. Permettez-moi de mettre brièvement en lumière quelques points.

Organiser les pauvres des campagnes en vue de la production est une démarche capitale. A la Conférence de l'OIT, en juin 1975, les gouvernements ont désarmé la tendance déloyale à écraser les organisations de paysans considérées comme "subversives", en approuvant une convention des organisations de travailleurs ruraux. A sa session de novembre 1975, la Conférence de la FAO s'est associée à cette convention.

Nous devons nous unir pour donner vie à cet engagement, en aidant les cultivateurs à s'organiser de manière fonctionnelle pour des travaux à caractère collectif. La Chine doit une bonne part de ses accroissements de productivité à l'utilisation d'unités de travail de ce genre. L'aide fournie doit viser à déverrouiller leurs capacités naturelles. Les populations locales ont besoin d'être libres et responsables de l'élaboration et de l'exécution de leurs plans, de sorte qu'en fin de compte ce qui voit le jour c'est leur programme, et non une contribution condescendante des gouvernements.

Dans beaucoup de pays, les coopératives rurales ont pris un bon départ. Le moment est venu peut-être de préparer le terrain pour les aider à se lancer dans des opérations agricoles collectives. Bref, il faut inventer de nouvelles formes d'aide mutuelle.

La formation au niveau des villages ouvre une perspective. Il est significatif qu'elle constitue l'une des politiques clés de la nouvelle direction de la FAO.

L'équipe opérationnelle de la FAO chargée de s'occuper des petits cultivateurs, avec la coopération de 9 pays membres, a frayé de nouvelles voies en matière de formation dans les villages. Tous les niveaux sont touchés: cultivateurs, techniciens, responsables des politiques. Elles sont axées sur la nécessité vitale de défoncer la cloison qui isole le monde confortable de la politique vue de la ville des âpres réalités du terrain.

Il faut sans cesse abattre ces murs. Il semble que ce soit la raison logique pour laquelle les Chinois insistent tant pour envoyer leurs cadres à la campagne et leur faire accomplir des tâches physiques. Le goût de la sueur et les relents du fumier ont, semble-t-il, le pouvoir d'éclaircir rapidement l'esprit et favorisent la formulation de programmes réalistes.

L'emploi de paysans illettrés mais connaissant leur affaire dans les programmes de formation des villages est un fait qui attire l'attention. Il faut multiplier ces exemples et rompre avec les critères qui encombreront les manuels.

“Le bambou qui pousse sur notre sol est fait pour soutenir les huttes nipa” a dit jadis José Rizal. “Ce matériau ne convient pas à la construction des énormes édifices européens”.

Il écrivait ces lignes en 1895. Les ans ont passé, mais elles nous rappellent que la technologie, pour porter ses fruits, doit être issue de notre sol. Nous devons créer notre propre technologie, simple et peu coûteuse en empruntant à l'étranger ce qui peut nous servir et en l'adaptant. Voilà qui est à la portée du petit agriculteur.

Cela suppose une méthode qui évite le gaspillage. Nous devons nous sevrer de tous ces facteurs de production agricole importés qui coûtent cher. A leur place, nous devons faire davantage confiance à des ressources locales souvent négligées. L'amélioration des techniques et des outils indigènes devrait monter dans l'ordre de nos priorités.

Cette forme d'approche se plie à l'environnement. Elle évite cette opération futile et présomptueuse - qui consiste au contraire à essayer de remodeler le milieu. Elle est aussi la garantie que nous ne répéterons pas l'une des erreurs les plus perturbantes commises dans les expériences passées en matière de développement: mettre au rebut les valeurs, les pratiques et les traditions locales pour imposer, par une opération “terre brûlée”, des programmes “modernes”. Et c'est là le sens profond de l'exemple du bambou proposé par José Rizal.

Notre préoccupation à l'égard du petit agriculteur n'est pas une façon de retarder la pendule, comme d'aucuns le prétendent. Ce n'est pas non plus une attaque contre l'industrialisation. Il s'agit plutôt d'admettre que, dans le contexte asiatique, une industrie viable ne saurait s'édifier que si elle s'appuie sur une agriculture stable. Il faut donc ancrer fermement, dans nos esprits et dans nos programmes, ce principe majeur que l'industrie ne doit pas mutiler l'agriculture mais au contraire la servir.

Il semblerait donc qu'un réexamen complet des politiques s'impose au plus tôt. Trop souvent, les politiques du secteur agricole sont nullifiées par les politiques contradictoires d'autres secteurs. Nous devons non seulement résoudre ces conflits, mais aussi concevoir des stratégies

de la production agricole et du développement rural dans lesquelles les pauvres des campagnes bénéficient d'un traitement préférentiel.

Ce genre de politiques pourrait couvrir un champ très vaste allant des facteurs de production, de la commercialisation et du crédit au soutien à la vulgarisation et aux fonds spéciaux. Il nous faut piper les dés en faveur des petits.

Nous avons un grand besoin de cadres ruraux pour aider les agriculteurs: les gouvernements souhaitent peut-être examiner la possibilité d'utiliser plus largement les services d'organismes bénévoles, d'individus dévoués, de fonctionnaires en retraite, etc. Une telle politique permettrait de canaliser les services et les énergies de ces hommes dynamiques au profit de régions où ils pourraient être socialement très utiles.

Tout cela n'est pas tâche aisée, certes. L'agriculture est une entreprise à long terme. "Si tu veux faire pousser une courge, cela prend trois mois", aime à dire le vieux paysan philipino, "mais si tu veux un acajou, il faut dix ans."

Le fait est que le temps presse. La présente Conférence régionale peut donc contribuer à faire en sorte que les pressions à court terme que nous subissons tous n'estompent pas nos intérêts permanents à long terme.

Il est heureux peut-être qu'en ce moment même nous assistions à une prise de conscience croissante du fait que les intérêts des pauvres des campagnes représentent une nécessité politique pour l'élite. Les effets à long terme de certains expédients à courte vue utilisés dans le passé nous font entrer cette vérité dans la tête.

La crédibilité est essentielle. Celle-ci viendra si nous nous rappelons la seconde partie de l'appel de Gandhi: réduisez vos désirs.

Notre région a des besoins considérables. Il nous faut donc des modèles correspondant à des désirs limités. Les styles de vie des sociétés de forte consommation doivent être mis en veilleuse spécialement au début, le temps que nous lancions les programmes de développement destinés aux pauvres des campagnes. Le développement rural, basé sur la confiance en soi, exige une austérité partagée si l'on veut que les programmes prennent.

Ce dont l'agriculture asiatique a le plus besoin, c'est de chefs qui prêchent d'exemple: depuis les paysans phares des villages jusqu'aux palais comme celui du roi Bhumipol de Thaïlande qui travaille ses parcelles et a donné ses terres aux travailleurs. Voilà de l'éducation dans le meilleur et le plus large sens du terme. Tout cela ne fait que souligner la nécessité de restructurer les programmes d'éducation rurale, de manière que l'enseignement théorique plonge ses racines dans les vrais problèmes.

Nous avons aussi beaucoup à apprendre les uns des autres.

Nombre d'institutions nationales des Etats Membres sont maintenant des centres d'excellence. La coopération technique peut y prendre maintenant un aspect plus perfectionné. L'Association des nations du Sud-Est asiatique, ou ASEAN, commence à mettre en commun son capital d'expérience. C'est dans notre région que l'actuelle CTPD (Coopération technique entre pays en développement) a tout d'abord vu le jour; celle-ci a explicitement mis l'accent sur le principe que tout pays en développement doit être encouragé à être aussi bien un donateur qu'un bénéficiaire.

Nous avons fait bien du chemin depuis le Plan de Colombo. La classification en donateurs et bénéficiaires est maintenant largement dépassée. Ce que cette Conférence peut faire, c'est mettre l'accent sur la coopération et l'aide mutuelles.

Il existe divers moyens d'intensifier cette aide mutuelle. Ce sont notamment: la coopération pour l'exploitation de ressources communes, par exemple, pour mettre en valeur des bassins hydrographiques; la lutte contre les épizooties et les épiphyties qui ne connaissent pas de

frontières; la coopération en matière de sélection et de recherche agronomique; les échanges de plasma germinatif, de sperme pour les programmes de sélection animale; enfin la recherche coordonnée en aquaculture et le développement de cette activité. Pour ne citer que quelques exemples.

C'est en favorisant l'autonomie collective que la coopération technique pourra acquérir une nouvelle dimension. La FAO se tient prête à soutenir de tels efforts.

Cela suppose de notre part un engagement, un travail acharné et par-dessus tout une préscience du sens que peut prendre la vie quand on partage avec les autres.

“Si tu te dépouilles pour celui qui a faim”, nous disent les Textes sacrés, “tu bâtiras pour un grand nombre de générations à venir ... et tu seras honoré pour avoir réparé la brèche et remis en état les chemins de la vie.”

Dans un monde dont les fondations ont été ébranlées par la faim, voici la promesse que nous voudrions tenir: guérir les maux du passé et bâtir pour l'avenir.

RESUME DE L'ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE SECRETAIRE EXECUTIF DE LA
COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Le Secrétaire exécutif a déclaré que la CESAP cherchait à encourager l'autosuffisance collective et à promouvoir des mesures propres à assurer la croissance avec la justice sociale. Les Déclarations de Colombo et de New Delhi traduisent l'inquiétude de la Commission devant les retards de la production agricole et les déséquilibres de la distribution des produits alimentaires et des matières premières; elles insistent sur la nécessité d'intensifier la production alimentaire par des mesures visant à améliorer le bien-être des petits exploitants et des travailleurs agricoles. Le Secrétaire exécutif a cité une liste de projets exécutés par la CESAP.

La réunion régionale préparatoire, à la Conférence des Nations Unies sur l'eau, que la CESAP a tenue en août 1976 a recommandé que les programmes relatifs à l'eau soient intégrés à ceux qui visent d'autres objectifs nationaux, notamment la production alimentaire et le développement rural intégré. Les plans et programmes des pays dans le domaine de l'eau doivent apporter une contribution effective aux objectifs suggérés par les Conférences mondiales des Nations Unies, notamment la Conférence mondiale de l'alimentation.

La CESAP met actuellement au point une approche multidisciplinaire; pour cela elle se propose d'organiser les facteurs fournis par des disciplines/secteurs interdépendants dans tous les domaines. Toutes ces activités seront aménagées et mises en oeuvre avec l'appui et la coopération de la FAO.

La Commission s'inquiète du problème de la pauvreté massive des campagnes en Asie et dans le Pacifique, où la majorité de la population vit dans la saleté et la misère. Les processus traditionnels du développement sont passés à côté de la majorité rurale et ont contribué à accroître les inégalités. Le désenchantement qui a accompagné les modèles de croissance strictement économiques et technocratiques ont conduit à mettre en doute la validité de la théorie de la "percolation". La Commission souligne également, maintenant, que les aspects qualitatifs de la croissance et du développement ne sont pas de simples indicateurs quantitatifs mais ont une importance beaucoup plus grande. Ces objectifs se reflètent dans la résolution 161 (XXXII) de la Commission sur le Programme intégré de développement rural.

L'établissement de ce programme a déjà fait des progrès, en grande partie grâce à une aide extra-budgétaire des pays donateurs. La CESAP a réuni des consultations interinstitutions qui ont abouti à la constitution d'une équipe opérationnelle interinstitutions chargée de mettre au point un tel programme. La coopération technique entre pays en développement (CTPD) offre la possibilité d'instaurer une étroite coopération dans le domaine prioritaire de l'alimentation et de l'agriculture.

RESUME DE L'ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE DIRECTEUR EXECUTIF DU
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

La situation des ressources du Programme alimentaire mondial s'est modifiée de façon spectaculaire à la suite de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974. Le Programme a fixé un objectif de 440 millions de dollars pour l'exercice courant 1975-76; mais ses ressources dépassent d'ores et déjà 640 millions de dollars. Il semble qu'elles atteindront au moins 650 millions de dollars d'ici la fin de l'année - soit une augmentation de près de 50 pour cent par rapport à l'objectif.

Les résultats de la Conférence des promesses de contributions pour l'exercice 1977-78, réunie en février cette année, ont atteint 554 millions de dollars, soit 74 pour cent de l'objectif de 750 millions de dollars. Les Etats-Unis et le Canada restent les deux plus importants donateurs. La région de l'Asie et de l'Extrême-Orient a fourni 11,8 millions de dollars pour l'exercice en cours. Les nouveaux engagements ont plus que triplé en 1975 pour atteindre un total de 416 millions de dollars; 75 pour cent environ des nouveaux engagements consacrés au développement social et économique sont allés aux pays les moins développés et aux pays les plus gravement éprouvés. Environ 70 pour cent des projets, pour lesquels on utilisera des produits alimentaires, sont consacrés au développement agricole, 24 pour cent à l'amélioration de l'état nutritionnel des groupes vulnérables et 6 pour cent à d'autres objectifs.

L'amélioration des ressources en espèces du Programme est en grande partie redevable à l'Arabie saoudite et au Canada. Des achats de produits pour une valeur d'environ 15 millions de dollars seront effectués sur le marché libre, en premier lieu dans les pays en développement.

L'organe directeur du Programme alimentaire mondial nouvellement reconstitué - le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire (CPA) - devra revoir la question de l'aide alimentaire et de la réserve alimentaire internationale d'urgence. En dépit de l'importance relativement modeste de l'objectif de 500 000 tonnes fixé pour la réserve, les réactions obtenues à ce jour ne sont pas encourageantes. Deux pays seulement, la Norvège et la Suède, ont pour l'instant effectivement fait des livraisons.

La majeure partie des nouvelles ressources du Programme alimentaire mondial est utilisée pour des projets nourriture-travail en rapport avec l'agriculture. De mi-1974 à fin mars 1976, le Directeur général de la FAO a approuvé 13 demandes d'aides d'urgence destinées à 8 pays de la région Asie et Extrême-Orient pour un coût total de 31,5 millions de dollars. En Indochine, le Programme a offert une aide d'urgence et une aide au développement. A ce jour, un montant global de 46,7 millions de dollars a été alloué à la région.

Un certain nombre d'organismes bénévoles et de personnes privées ont donné approximativement 391 000 dollars en 1976 pour l'achat d'intrants divers destinés au développement économique et social des pays de la région.

RESUME DE L'ALLOCUTION PRONONCEE PAR LE DIRECTEUR EXECUTIF DU
CONSEIL MONDIAL DE L'ALIMENTATION

L'orateur a exposé la situation actuelle du Fonds international de développement agricole et la Conférence régionale a été invitée à donner son plus ferme appui aux efforts déployés pour trouver le solde de 66 millions de dollars nécessaire pour atteindre l'objectif de 1 milliard de dollars. Si les dernières promesses de contribution ne se concrétisent pas avant le 30 septembre 1976, la Commission préparatoire instituée par la Conférence mondiale de l'alimentation tiendra une réunion avant le 31 janvier 1977. Elle envisagera éventuellement de réduire l'objectif et aussi de poser d'autres conditions à l'ouverture de l'accord à signer.

Le Conseil, à sa deuxième session, a pris des mesures en vue d'accentuer le caractère d'urgence des efforts entrepris pour accroître la production alimentaire dans les pays en développement. Les recommandations formulées par la Commission préparatoire sur ce sujet ont été entérinées par le Conseil, et nombre des pays en développement d'Asie figurent en bonne place parmi les "pays prioritaires du point de vue de l'alimentation".

Le Conseil a recommandé aux organisations internationales de coopérer avec les "pays prioritaires du point de vue de l'alimentation" à des programmes visant à accélérer leur production alimentaire de manière que celle-ci atteigne, dans des délais réalistes, un taux de croissance de 4 pour cent au moins. Le Secrétariat du Conseil discute avec les organisations et les gouvernements des "pays prioritaires du point de vue de l'alimentation" pour déterminer quels sont les moyens les plus efficaces pour amorcer l'application de ces recommandations. Il recherchera la coopération du Comité de l'aide au développement, des donateurs multilatéraux et autres groupes de donateurs, des gouvernements intéressés et des organisations internationales, pour réaliser des évaluations intensives des contraintes qui pèsent sur la production alimentaire.

Le volume de l'aide en céréales dépasse désormais 9 millions de tonnes par an, mais reste en deçà de l'objectif minimum de 10 millions de tonnes fixé par la Conférence mondiale de l'alimentation. Le Canada et la Suède se sont engagés à fournir une aide alimentaire pour une durée de trois ans à compter de 1975-76. La Communauté économique européenne va entreprendre une planification indicative à moyen terme de son aide alimentaire.

La création d'un système sûr de sécurité alimentaire mondiale a fait des progrès limités. Il faudrait que la mise en oeuvre de l'Engagement international sur la sécurité alimentaire se fasse rapidement. Le Conseil a approuvé d'une part la recommandation du Comité de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale demandant à tous les pays de faire leur possible pour adopter d'ici la fin de 1977 des politiques et objectifs en matière de stocks nationaux, et d'autre part la Réserve pour situations d'urgence proposée par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. La République fédérale d'Allemagne a informé le Conseil qu'elle tiendrait 30 000 tonnes à disposition pour la constitution de cette réserve à laquelle la Norvège et la Suède contribuent déjà.

RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE

Introduction

La session du Comité technique de la treizième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient s'est ouverte le 5 août à Manille (Philippines). Elle a pris fin le 7 août.

Etaient représentés les gouvernements des Etats Membres ci-après: Australie, Bangladesh, Birmanie, République populaire de Chine, Fidji, Inde, Indonésie, Japon, République de Corée, République démocratique populaire Lao, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Etats-Unis d'Amérique.

Etaient également présents des observateurs des Etats et organismes ci-après: Royaume-Uni, Saint-Siège, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Institut asiatique de développement (ONU), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Fonds international des Nations Unies pour l'enfance, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation internationale du travail, Banque asiatique de développement, Alliance coopérative internationale, Fédération internationale pour le contrôle des naissances et Fédération mondiale des anciens combattants.

Le Représentant régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient a souhaité la bienvenue aux participants et exprimé au Gouvernement des Philippines les remerciements de la Conférence pour son hospitalité. Il a rappelé que, dans sa résolution 3/74, la douzième Conférence régionale avait recommandé, entre autres, de maintenir un comité technique dans le cadre de la Conférence régionale. La résolution insistait en outre pour que les organes techniques régionaux soient rattachés organiquement à la Conférence régionale. Cette formule permet en effet à la Plénière d'aborder avec objectivité les points de son ordre du jour, le travail préparatoire ayant été soigneusement mené. Les décisions politiques en sont facilitées.

Election du président et du vice-président

A l'unanimité, le Comité technique a élu président M. I.J. Naidu (Inde) et vice-président M. Winston Thompson (Fidji).

Le Comité de rédaction se composait de: M. Jesus Alix (Philippines), Président; M. Kalkat (Inde); M. Ismet Hakim (Indonésie); M. Matusiro Horiguchi (Japon); M. Somphong Mongkhonvilay (Lao) et M. Malcolm Cameron (Nouvelle-Zélande).

M-90

M/K2452/F/1.77/1/200